



Budget supplémentaire des dépenses (B) 2021-2022

Pour
l'exercice se terminant
le 31 mars 2022

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada,
représentée par le président du Conseil du Trésor, 2021

Publié par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
90, rue Elgin, Ottawa, Ontario, K1A 0R5, Canada

No de catalogue : BT31-2/1F-PDF
ISBN ou ISSN : 1702-515X

Ce document est disponible sur Canada.ca, le site Web du gouvernement du Canada.

Ce document est disponible en médias substitués sur demande.

Nota : Pour ne pas alourdir le texte français, le masculin est utilisé
pour désigner tant les hommes que les femmes.

Also available in English under the title: Supplementary Estimates (B), 2021-22

À moins d'indication contraire, l'information que renferme cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais ou autre permission du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT), pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, que le SCT soit mentionné comme l'organisation source, et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec le SCT ou avec son consentement.

Budget supplémentaire des dépenses (B) 2021-2022

Pour
l'exercice se terminant
le 31 mars 2022

BUDGET DES DÉPENSES 2021-2022

Budget supplémentaire des dépenses (B) 2021-2022

Introduction

Le présent budget supplémentaire des dépenses est composé de six sections distinctes :

- **Faits saillants du présent budget des dépenses**, notamment l'incidence globale de ces dépenses sur le plan des dépenses du gouvernement et les crédits autorisés pour l'exercice;
- **Renseignements généraux** concernant le processus du budget des dépenses et la façon d'utiliser ce document;
- **Principaux sommaires** des crédits présentés dans le présent budget des dépenses en vue de l'approbation du Parlement ou à titre d'information, les autorisations législatives pour les dépenses liées à la COVID-19, les principaux postes et les initiatives horizontales;
- **Détails par organisation** portant sur les crédits votés demandés dans le cadre du présent budget des dépenses, ainsi que les mises à jour des prévisions législatives;
- **Annexe – Postes devant être inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits**;
- **Renseignements supplémentaires** disponibles en ligne sur les crédits votés et les crédits législatifs.

Faits saillants du présent budget des dépenses

Le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2021-2022 présente des dépenses budgétaires supplémentaires d'un montant total de 13,4 milliards de dollars, soit des dépenses à être votées de 8,7 milliards de dollars, et une augmentation de 4,7 milliards de dollars au titre des dépenses législatives prévues. De ces montants, environ 1,2 milliard de dollars (14 %) des dépenses votées sont consacrés à la réponse du gouvernement à la pandémie mondiale de COVID-19.

Le présent budget des dépenses vise à demander l'approbation du Parlement pour de nouvelles dépenses votées d'un montant de 8,7 milliards de dollars. La majorité de ces nouvelles dépenses sont affectées aux éléments suivants :

- la santé, l'éducation, l'aide au revenu, les services à l'enfance et à la famille des Canadiens autochtones;
- le logement et les infrastructures dans les communautés autochtones;
- les coûts touchant le personnel, notamment les rajustements salariaux découlant des conventions collectives qui ont été récemment négociées et une hausse des salaires pour les membres des Forces armées canadiennes;
- les ententes de règlement conclues avec des groupes autochtones, d'autres litiges et des réclamations juridiques;
- les mesures de soutien médical et économique pour les pays en développement.

Dans l'ensemble, les besoins de financement pour les dix principaux organismes représentent environ 81,4 % des dépenses votées demandées dans le présent budget. Parmi ces dix organismes, les cinq organismes ci-dessous demandent plus de 500 millions de dollars (excluant les transferts) à l'appui de leurs priorités :

- le ministère des Services aux Autochtones (2,1 milliards de dollars);
- le Secrétariat du Conseil du Trésor (1,6 milliard de dollars);
- le ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord (1,0 milliard de dollars);
- le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (683,5 millions de dollars);
- le ministère de la Défense nationale (644,4 millions de dollars).

Les changements apportés aux dépenses législatives prévues, y compris les dépenses effectuées concernant la prolongation proposée des prestations liées à la COVID-19, sont inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses afin de donner plus de détails sur les dépenses estimées totales des ministères. Des renseignements supplémentaires sur les autorisations législatives pour les dépenses liées à la COVID-19 sont fournis en ligne.

La hausse de 4,7 milliards de dollars des dépenses budgétaires législatives est principalement attribuable :

- à la prolongation de la Prestation canadienne de la relance économique jusqu'au 23 octobre 2021 (1,9 milliard de dollars);
- aux besoins prévus pour la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants (1,4 milliard de dollars) et pour la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique (523,7 millions de dollars).

La hausse de 2,8 milliards de dollars des dépenses non budgétaires législatives est principalement attribuable :

- au Crédit d'urgence pour les grands employeurs (2,4 milliards de dollars), qui offre des liquidités à court terme aux grands employeurs touchés par la pandémie;
- à l'aide financière accordée à l'Association internationale de développement (361,7 millions de dollars).

Renseignements généraux

Avant de dépenser des fonds publics, le gouvernement doit obtenir l'autorisation du Parlement, soit au moyen de lois adoptées auparavant qui accordent une autorisation permanente, soit au moyen d'un projet de loi de crédits annuel déposé et adopté au Parlement. Comme pour les autres projets de loi, les projets de loi de crédits deviennent des lois une fois qu'ils ont été approuvés par la Chambre des communes et le Sénat, et qu'ils ont reçu la sanction royale.

Pour favoriser l'examen des projets de loi par le Parlement, la présidente du Conseil du Trésor dépose au Parlement, avant la présentation de chacun des projets de loi de crédits, un document du budget des dépenses (budget principal ou budget supplémentaire) qui fournit des renseignements et des détails sur les autorisations de dépenses demandées.

Le budget principal des dépenses fournit un aperçu des besoins en matière de dépenses pour l'exercice à venir, et le budget supplémentaire des dépenses présente des renseignements sur les besoins supplémentaires en matière de dépenses qui n'étaient pas suffisamment étoffés au moment du dépôt du budget principal des dépenses ou encore qui ont été peaufinés par la suite pour prendre en compte les changements apportés à des programmes ou à des services particuliers.

Le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2021-2022 est le deuxième de trois budgets supplémentaires des dépenses prévus pour l'exercice en cours.

Dans le cadre de ce budget supplémentaire des dépenses, la présidente du Conseil du Trésor dépose un document au Parlement qui comprend :

- un sommaire des besoins financiers supplémentaires du gouvernement;
- une comparaison du budget fédéral de 2021 et des dépenses prévues dans les budgets des dépenses 2021-2022;
- un aperçu des principales demandes de financement et des initiatives horizontales;
- les faits saillants des nouveaux besoins en matière de crédits et des changements de structure;
- les détails sur le financement par organisation;
- une annexe proposée au projet de loi de crédits devant être approuvé par le Parlement.

En plus du document déposé, les renseignements supplémentaires ci-dessous sont accessibles en ligne :

- une liste détaillée des postes législatifs inscrits au budget des dépenses;
- une répartition détaillée des dépenses prévues par article courant de dépense, comme le personnel, les services professionnels et les paiements de transfert;
- les dépenses prévues par objet selon le cadre de rapport ministériel de l'organisation;
- les dépenses prévues liées à la réponse à la COVID-19;
- les affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor;
- une liste des transferts entre organisations.

La terminologie qui suit est utilisée dans l'ensemble du document :

- les **dépenses réelles 2019-2020** désignent les dépenses réelles publiées dans les Comptes publics de 2020 (volume II);
- le **budget des dépenses à ce jour 2020-2021** comprend le montant total des besoins inscrits dans le budget principal des dépenses et les budgets supplémentaires des dépenses (A), (B) et (C) de l'exercice visé;
- les **autorisations à ce jour** comprennent les montants inscrits dans les budgets des dépenses précédents de l'exercice en cours, les autorisations sur deux ans et les affectations des crédits gérés par le Conseil du Trésor;
- le **présent budget supplémentaire des dépenses** renvoie aux exigences inscrites dans le budget supplémentaire des dépenses (B);
- les **autorisations proposées** sont la somme de tous les montants inscrits dans les budgets des dépenses de l'exercice en cours, les autorisations sur deux ans et les affectations des crédits gérés par le Conseil du Trésor;
- les **dépenses budgétaires** incluent les frais de la dette publique, les dépenses de fonctionnement et en capital, les paiements de transfert aux autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers et les paiements aux sociétés d'État;
- les **dépenses non budgétaires**, ou les prêts, placements et avances, sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement. Les montants négatifs indiquent que les recouvrements sont supérieurs aux dépenses;
- l'adjectif **votés ou votées** qualifie les crédits ou les dépenses qui doivent être autorisé(e)s par le Parlement en vertu d'un projet de loi de crédits;
- l'adjectif **législatifs ou législatives** qualifie les crédits ou les dépenses qui sont autorisé(e)s par le Parlement par l'entremise d'une loi autre qu'une loi de crédits et dont les prévisions sont présentées à titre d'information pour le Parlement.

Sommaire du budget des dépenses

Le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2021-2022 présente des renseignements à l'appui des dépenses budgétaires votées de 8,7 milliards de dollars, pour un total de 175,6 milliards de dollars en 2021-2022. Il s'agit d'une augmentation de 5,2 % par rapport aux autorisations à ce jour.

Comparaison des autorisations proposées, des budgets des dépenses et des dépenses réelles

	Budget des dépenses 2021-2022				
	Dépenses réelles 2019-2020	Budget des dépenses à ce jour 2020-2021	Autorisations à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Dépenses budgétaires					
Crédits votés	119 731 894 080	165 382 616 805	166 881 446 139	8 749 898 304	175 631 344 443
Postes législatifs	183 824 346 054	313 305 211 229	217 635 959 209	4 665 803 322	222 301 762 531
Total des dépenses budgétaires	303 556 240 134	478 687 828 034	384 517 405 348	13 415 701 626	397 933 106 974
Dépenses non budgétaires					
Crédits votés	(272 171 484)	87 203 002	180 703 002	2	180 703 004
Postes législatifs	56 981 968 690	4 632 290 118	4 489 494 037	2 809 875 778	7 299 369 815
Total des dépenses non budgétaires	56 709 797 206	4 719 493 120	4 670 197 039	2 809 875 780	7 480 072 819

Nota : Les autorisations à ce jour et les autorisations proposées comprennent des autorisations sur deux ans de 1 055 127 924 dollars destinées à l'Agence des services frontaliers du Canada, à l'Agence du revenu du Canada et à l'Agence Parcs Canada. Ces trois organismes sont autorisés à reporter à 2021-2022 les fonds approuvés en 2020-2021. Le tableau qui suit (les budgets supplémentaires dans le cadre du budget des dépenses) ne tient compte que des budgets des dépenses de 2021-2022 et ainsi exclut les autorisations reportées sur deux ans. Les différences dans les postes législatifs entre les deux tableaux sont liées aux ajustements des dépenses estimées pour les régimes d'avantages sociaux des employés.

Budget des dépenses à ce jour pour 2021-2022

Le Budget principal des dépenses 2021-2022, déposé le 25 février 2021, visait à obtenir l'autorisation du Parlement pour des crédits annuels afin de dépenser 141,9 milliards de dollars en dépenses budgétaires votées et 180,7 millions de dollars en dépenses non budgétaires votées. Le Budget principal des dépenses 2021-2022 présentait également des renseignements au sujet des montants législatifs de 200,3 milliards de dollars en dépenses budgétaires et de 4,3 milliards de dollars en prêts, placements et avances.

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2021-2022 a été déposé le 27 mai 2021 et présentait 24,0 milliards de dollars en dépenses budgétaires votées, 17,2 milliards de dollars en dépenses budgétaires législatives et 224,4 millions de dollars en prêts, placements et avances.

Le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2021-2022 fournit des renseignements pour appuyer des crédits budgétaires votés de 8,7 milliards de dollars. Des renseignements sont également présentés sur l'augmentation des dépenses législatives de 4,7 milliards de dollars en dépenses budgétaires et de 2,8 milliards de dollars en prêts, placements et avances.

Lois de crédit en 2021-2022

La *Loi de crédits no 1 pour 2021-2022*, qui a reçu la sanction royale le 30 mars 2021, a fourni des crédits provisoires aux organisations tributaires de crédits pour répondre à leurs besoins pendant les trois premiers mois de l'exercice.

La *Loi de crédits no 2 pour 2021-2022* a reçu la sanction royale le 21 juin 2021 et a fourni des crédits pour le solde des dépenses prévues présentées dans le Budget principal des dépenses 2021-2022.

La *Loi de crédits no 3 pour 2021-2022* a reçu la sanction royale le 21 juin 2021 et a fourni des crédits pour les besoins supplémentaires présentés dans le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2021-2022.

En décembre 2021, la présidente du Conseil du Trésor présentera un projet de loi visant à approuver le financement dans le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2021-2022.

Les budgets supplémentaires dans le cadre du budget des dépenses

	Budget des dépenses 2021-2022				
	Budget principal	Budget supplémentaire			Total
		A	B	C	
	(dollars)				
Dépenses budgétaires					
Crédits votés	141 851 765 529	23 974 552 686	8 749 898 304	.....	174 576 216 519
Postes législatifs	200 334 876 487	17 203 178 514	4 665 803 322	.....	222 203 858 323
Total des dépenses budgétaires	342 186 642 016	41 177 731 200	13 415 701 626	.....	396 780 074 842
Dépenses non budgétaires					
Crédits votés	180 703 001	1	2	.....	180 703 004
Postes législatifs	4 265 094 037	224 400 000	2 809 875 778	.....	7 299 369 815
Total des dépenses non budgétaires	4 445 797 038	224 400 001	2 809 875 780	.....	7 480 072 819

Principaux postes

La section qui suit présente une liste des principales initiatives votées, qui sont incluses dans le présent Budget supplémentaire des dépenses pour l'approbation du Parlement.

Secrétariat du Conseil du Trésor : 1,5 milliard de dollars

Fonds destinés aux rajustements à la rémunération – virements aux ministères et aux organismes pour des rajustements salariaux négociés

Ces fonds indemniseront les organisations qui dépendent des crédits parlementaires pour effectuer les rajustements à la rémunération découlant des conventions collectives qui ont été récemment négociées et d'autres changements apportés aux conditions d'emploi. Le groupe Systèmes d'ordinateurs, le groupe Services correctionnels, les membres et les réservistes de la Gendarmerie royale du Canada, le Centre de la sécurité des télécommunications et la Commission de la capitale nationale ont signé leurs ententes. Ces fonds serviront également à indemniser les employés qui ont subi des dommages causés par le système de paie Phénix et la prolongation des délais de mise en œuvre des conventions collectives au cours de la ronde de négociations collectives de 2018.

Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord et ministère des Services aux Autochtones : 725,2 millions de dollars

Fonds destinés aux infrastructures dans les communautés autochtones (budget fédéral de 2021)

Ce financement permettra d'appuyer la construction, la rénovation, l'exploitation et l'entretien des logements, des écoles, des établissements de santé, des installations d'approvisionnement en eau potable et de traitement des eaux usées ainsi que d'autres composantes de l'infrastructure communautaire. Ce financement contribuera aussi à soutenir le transfert de l'infrastructure aux organisations dirigées par des Autochtones de même que l'exploitation et l'entretien de l'infrastructure appartenant à des Autochtones.

Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord : 412,2 millions de dollars

Financement destiné au Fonds de règlement des revendications particulières

Les revendications particulières sont des revendications déposées par les Premières Nations contre le gouvernement fédéral qui portent sur l'administration des terres et d'autres biens des Premières Nations et sur le respect des traités historiques et d'autres ententes. L'objectif premier de la Politique sur les revendications particulières consiste à acquitter le gouvernement fédéral de son obligation légale en suspens au moyen d'ententes de règlement négociées. Le Fonds de règlement des revendications particulières permettra de verser des indemnités aux Premières Nations conformément aux ententes négociées.

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement : 375,0 millions de dollars

Fonds destinés à favoriser l'accès des pays en développement aux vaccins, aux traitements et aux outils diagnostiques (COVID-19) (budget fédéral de 2021)

Ces fonds permettront de financer les efforts coordonnés à l'échelle mondiale pour développer et produire des tests, des traitements (y compris l'oxygène médical) et des vaccins contre la COVID-19 et les distribuer aux pays à faible revenu et aux pays à revenu intermédiaire.

Ministère des Services aux Autochtones : 361,3 millions de dollars

Fonds destinés aux services à l'enfance et à la famille

Ce financement sera versé aux services de prévention et de protection pour assurer la sécurité et le bien-être des enfants et des familles des Premières Nations vivant dans les réserves. Le Ministère, en collaboration avec les organismes délégués par les provinces, offre des programmes et des services, notamment l'intervention précoce et les solutions de rechange au placement habituel en établissement ou en famille d'accueil, par exemple, le placement des enfants auprès de membres de leur famille, au sein d'une communauté.

Ministère des Services aux Autochtones : 332,4 millions de dollars

Fonds destinés aux services de santé non assurés pour les Premières Nations et les Inuits (budget fédéral de 2021)

Le Programme des services de santé non assurés aide les Premières Nations et les Inuits à obtenir des services médicaux nécessaires qui ne sont pas couverts autrement, comme des services en santé mentale, du transport médical, des médicaments sur ordonnance et en vente libre, des soins dentaires et des soins de la vue, de l'équipement médical et des fournitures médicales. En plus du financement de 332,4 millions de dollars annoncé dans le budget fédéral de 2021, le présent Budget supplémentaire des dépenses comprend les fonds non dépensés (31,4 millions de dollars) d'un exercice précédent liés au Programme des services de santé non assurés.

Ministère de la Défense nationale : 327,7 millions de dollars

Fonds destinés à l'augmentation de salaires des membres des Forces canadiennes

Ces fonds couvriront l'augmentation des salaires des membres des Forces armées canadiennes, conformément aux règlements de négociations collectives de l'administration publique centrale. Cette somme permettra également d'appuyer la restructuration de la solde et des indemnités des pilotes, des techniciens en recherche et sauvetage et le personnel des opérations spéciales ainsi que de prolonger

l'indemnité de risque exceptionnel pour le personnel qui a été déployé afin d'aider les Canadiens pendant la pandémie de COVID-19.

Ministère des Services aux Autochtones : 308,7 millions de dollars

Fonds destinés à fournir de l'aide au revenu et des services de gestion de cas et de soutien pré-emploi aux personnes et aux familles vivant dans les réserves (budget fédéral de 2021)

Ces fonds offriront une aide financière aux personnes et aux familles admissibles qui habitent dans une réserve et aux Indiens inscrits du Yukon pour combler les besoins de base et les besoins spéciaux, faciliter la gestion de cas et prendre des mesures préalables à l'emploi, qui sont conçues pour accroître l'autonomie, améliorer les aptitudes à la vie quotidienne et favoriser une meilleure participation au marché du travail.

Ministère de la Défense nationale et ministère des Anciens combattants : 253,4 millions de dollars

Fonds destinés à l'entente de règlement définitive concernant des recours collectifs Heyder et Beattie

Dans le cadre des recours collectifs Heyder et Beattie, on a réclamé des dommages intérêts relativement à de la discrimination fondée sur le sexe, à des agressions sexuelles et à du harcèlement sexuel. Ces fonds seront utilisés pour continuer à remplir les obligations et à verser les paiements au titre de l'entente définitive, notamment l'évaluation des revendications, le versement des paiements aux demandeurs, l'administration et la gestion de cas.

Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord : 212,2 millions de dollars

Fonds destinés au règlement partiel du litige Gottfriedson (élèves externes des pensionnats indiens) et au soutien de la gestion des litiges relatifs aux réclamations des Autochtones pour des expériences vécues dans l'enfance

Ces fonds serviront à indemniser environ 13 500 personnes (survivants des externats indiens et leurs descendants de première génération) et à mettre sur pied la société de revitalisation des élèves externes pour favoriser la guérison, le bien-être, l'éducation, la langue, la culture et le patrimoine. Ces fonds permettront également de couvrir les frais juridiques, les coûts d'administration du tiers et la gestion continue des litiges relatifs aux réclamations pour les expériences vécues dans l'enfance par les Autochtones.

Comparaison du budget fédéral de 2021 et des budgets des dépenses

Le rapprochement présenté ci-dessous a pour but de donner des précisions sur le lien entre les chiffres indiqués dans le budget fédéral de 2021 et les budgets des dépenses 2021-2022. Ce rapprochement permet une comparaison et une étude plus efficaces de la manière dont les besoins de trésorerie inscrits dans les budgets des dépenses sont calculés à partir du plan budgétaire établi selon la comptabilité d'exercice.

Comparaison du budget fédéral de 2021 et des budgets des dépenses à ce jour en 2021-2022

	2021-2022 (milliards de dollars)
Budget des dépenses à ce jour en 2021-2022	396,8
Notamment :	
En lien avec le budget fédéral de 2021	33,8
Plus : Postes non compris dans les budgets des dépenses	100,3
Notamment :	
Prestations d'assurance-emploi	41,2
Allocation canadienne pour enfants	27,2
Subvention salariale d'urgence du Canada	26,0
Autres crédits d'impôt et remboursements	5,9
Plus : Recettes nettes	12,9
Moins : Rajustements comptables et autres	(12,4)
Total des dépenses du budget fédéral de 2021	497,6

Postes non compris dans les budgets des dépenses

Les prévisions budgétaires englobent toute la portée du cadre financier du gouvernement, y compris les recettes, les dépenses liées aux programmes et à l'impôt, les dépenses législatives comme les prestations d'assurance-emploi et les dispositions pour les obligations futures telles que les régimes de pensions de la fonction publique. La portée des budgets des dépenses est plus limitée que celle des prévisions budgétaires. Les budgets des dépenses visent principalement à appuyer l'examen par le Parlement des projets de loi de crédits, lesquels sont des instruments juridiques permettant d'autoriser certains paiements.

Les budgets des dépenses sont donc axés sur les besoins de trésorerie du gouvernement nécessitant des crédits du Parlement et excluent

certaines postes compris dans le budget fédéral. Les coûts liés aux prestations d'assurance-emploi, aux prestations pour enfants et à la Subvention salariale d'urgence du Canada sont les principales composantes des postes non compris dans les budgets des dépenses.

La Subvention salariale d'urgence du Canada et l'Allocation canadienne pour enfants sont constituées en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et sont considérées comme des dépenses aux fins de la publication de l'information financière du gouvernement. Le Parlement n'autorise pas de dépense annuelle pour ces éléments ni pour tout autre crédit d'impôt remboursable ou dépense fiscale.

La majorité des coûts de l'assurance-emploi sont payés directement sur le compte des opérations de l'assurance-emploi plutôt qu'au moyen de crédits ministériels, et ne sont donc pas précisément inclus dans les budgets des dépenses.

Recettes nettes

Certaines dépenses sont financées par les recettes ministérielles. Les dépenses d'exercice sont présentées de façon « brute », donc les recettes sont incluses dans les prévisions de recettes établies selon la méthode de la comptabilité d'exercice, alors qu'elles sont affectées aux dépenses dans les budgets des dépenses.

Rajustements comptables et autres

Le budget fédéral est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, tandis que les budgets des dépenses sont présentés selon la comptabilité de caisse modifiée. La comptabilité d'exercice reconnaît les recettes une fois générées et les dépenses une fois engagées, alors que la comptabilité de caisse reconnaît les espèces ou leur équivalent une fois qu'ils sont versés. Par conséquent, certains postes seront déclarés différemment dans les deux publications. Cette catégorie comprend aussi les coûts liés aux sociétés d'État consolidées qui sont financées par leurs propres revenus, un certain nombre d'autres rajustements nécessaires pour prévoir les dépenses sur une base entièrement consolidée ainsi que des rajustements pour des postes qui ont été approuvés et réservés dans le cadre financier (au moment du budget fédéral de 2021 et depuis ce temps).

Modifications apportées à la structure gouvernementale et aux autorisations

Les modifications apportées à la structure gouvernementale ci-dessous ont été prises en compte depuis la publication du Budget supplémentaire des dépenses (A) 2021-2022 :

- les attributions prévues à l'article 188 de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre* ont été transférées de l'Agence du revenu du Canada au ministère de l'Environnement (décret C.P. 2021-0170);
- l'Initiative fédérale de développement économique dans le Nord de l'Ontario a été transférée du ministère de l'Industrie à l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario (décrets C.P. 2021-0839 à 2021-0842);
- la section régionale de la Colombie-Britannique a été transférée du ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest à l'Agence de développement économique du Pacifique Canada (décrets C.P. 2021-0827 à 2021-0830).

Les ministres suivants ont été nommés ministres compétents aux fins de la *Loi sur la gestion des finances publiques* :

- le ministre de l'Infrastructure et des Collectivités, pour le Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, la Commission des débats des chefs et le Bureau du directeur général des élections (décrets C.P. 2021-0935, 2021-0936 et 2021-0937).
- le ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario, pour cette agence (décret C.P. 2021-0933);
- le ministre du Développement international, pour l'Agence de développement économique du Pacifique Canada (décret C.P. 2021-0931);
- le ministre des Services aux Autochtones, pour l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario (décret C.P. 2021-0929);
- le ministre de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, pour Services partagés Canada (décret C.P. 2021-0927).

Les autorisations nouvelles et modifiées qui suivent sont demandées au moyen de la Loi de crédits pour le présent budget des dépenses :

- la Fondation canadienne des relations raciales ajoute le crédit 1 pour les paiements à la Fondation;
- le ministère des Finances ajoute le crédit L25 pour établir le montant maximal des prêts consentis à l'Association internationale de développement;
- le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement modifie le crédit L25 pour accroître le montant maximal de l'aide financière offerte grâce à l'achat d'actions d'institutions financières internationales;
- le ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest modifie le crédit 1 pour autoriser la dépense des recettes provenant de la prestation de services internes;
- l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario ajoute le crédit 1 pour les dépenses de fonctionnement et le crédit 5 pour les subventions et contributions;
- l'Agence de développement économique du Pacifique Canada ajoute le crédit 1 pour les dépenses de fonctionnement et le crédit 5 pour les subventions et contributions;
- le Secrétariat du Conseil du Trésor ajoute le crédit 15 pour les rajustements à la rémunération.

Budget des dépenses par organisation

Au total, 126 organisations sont présentées dans le budget des dépenses 2021-2022. De ces organisations, 60 sont incluses dans le présent budget supplémentaire des dépenses, soit 1 à titre d'information et 59 pour l'examen par le Parlement.

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2019-2020	Budget des dépenses à ce jour 2020-2021	Budget des dépenses 2021-2022		
			Autorisations à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Budgétaire					
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	847 862 166	917 728 788	852 889 905	.....	852 889 905
Administration du pipe-line du Nord	238 467	1 083 120	571 820	.....	571 820
Agence canadienne d'évaluation d'impact	63 446 897	76 483 395	81 835 773	.....	81 835 773
Agence canadienne d'inspection des aliments	752 266 743	767 238 171	842 044 583	.....	842 044 583
Agence canadienne de développement économique du Nord	67 162 468	109 595 858	84 995 823	2 439 035	87 434 858
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	324 622 726	611 943 620	439 690 120	53 330 321	493 020 441
Agence de développement économique du Pacifique Canada	.....	.....	108 814 553	154 657 784	263 472 337
Agence de la santé publique du Canada	892 605 607	21 044 808 815	13 169 717 020	(19 369 657)	13 150 347 363
Agence de promotion économique du Canada atlantique	351 659 641	592 434 716	412 275 873	17 405 433	429 681 306
Agence des services frontaliers du Canada	2 064 340 007	2 225 141 372	2 406 080 129	12 377 000	2 418 457 129
Agence du revenu du Canada	7 198 211 160	9 611 496 025	11 565 058 005	.....	11 565 058 005
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	.....	.....	78 638 029	22 047 446	100 685 475
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	267 504 408	694 529 833	364 250 428	63 274 359	427 524 787
Agence Parcs Canada	1 480 274 656	1 386 826 721	1 396 547 515	131 371 930	1 527 919 445
Agence spatiale canadienne	324 436 091	403 885 524	440 538 090	.....	440 538 090
Autorité du pont Windsor-Détroit	570 550 000	778 634 323	971 574 541	.....	971 574 541
Bibliothèque du Parlement	49 279 144	53 408 759	54 446 785	.....	54 446 785
Bibliothèque et Archives du Canada	134 354 195	139 468 296	157 428 323	4 952 574	162 380 897
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	35 700 486	33 936 499	36 215 538	.....	36 215 538
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	5 440 958	5 303 610	5 566 897	.....	5 566 897
Bureau de l'infrastructure du Canada	8 948 867 553	7 915 657 104	9 863 107 028	94 258 287	9 957 365 315
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	628 057 984	658 447 954	683 411 164	.....	683 411 164
Bureau du commissaire au renseignement	1 667 916	2 797 375	2 632 115	.....	2 632 115
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	6 886 187	7 514 511	7 670 110	.....	7 670 110
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	439 850	.....	.....	.....	.....
Bureau du Conseil privé	185 349 690	185 880 387	204 475 679	10 954 347	215 430 026
Bureau du conseiller sénatorial en éthique	1 054 500	1 352 901	1 352 901	.....	1 352 901
Bureau du directeur des poursuites pénales	192 931 805	203 268 036	212 986 637	.....	212 986 637

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2019-2020	Budget des dépenses à ce jour 2020-2021	Budget des dépenses 2021-2022		
			Autorisations à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Bureau du directeur général des élections	570 896 337	133 680 430	175 277 464	.....	175 277 464
Bureau du directeur parlementaire du budget	5 923 504	7 246 196	7 246 196	.....	7 246 196
Bureau du secrétaire du gouverneur général	23 181 004	23 197 577	24 487 273	.....	24 487 273
Bureau du surintendant des institutions financières	193 634 134	201 055 674	200 750 762	.....	200 750 762
Bureau du vérificateur général	87 654 487	102 117 774	120 535 634	.....	120 535 634
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	11 180 990	13 017 140	15 608 772	.....	15 608 772
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	55 282 766	76 319 284	86 427 671	2 034 643	88 462 314
Centre de la sécurité des télécommunications	761 094 623	764 430 925	756 347 955	47 359 242	803 707 197
Centre de recherches pour le développement international	142 907 117	141 848 784	148 611 325	.....	148 611 325
Chambre des communes	505 749 003	538 955 738	543 687 189	17 721 742	561 408 931
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	1 295 749	.....	.....	.....	.....
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	3 132 901	5 292 187	6 432 998	.....	6 432 998
Comité externe d'examen des griefs militaires	6 375 884	6 883 603	7 288 766	.....	7 288 766
Commissariat à l'intégrité du secteur public	5 398 601	5 582 330	5 870 473	.....	5 870 473
Commissariat au lobbying	4 829 109	4 556 920	4 778 591	596 953	5 375 544
Commissariat aux langues officielles	21 631 240	21 517 955	23 171 161	.....	23 171 161
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	42 923 807	46 157 842	48 572 812	876 292	49 449 104
Commission canadienne de sûreté nucléaire	147 965 383	144 195 709	145 503 690	.....	145 503 690
Commission canadienne des droits de la personne	25 041 813	33 147 272	38 486 377	.....	38 486 377
Commission canadienne des grains	2 705 191	6 593 140	6 970 223	.....	6 970 223
Commission canadienne du lait	3 967 223	3 903 550	4 094 435	.....	4 094 435
Commission canadienne du tourisme	100 665 913	95 665 913	96 159 703	25 000 000	121 159 703
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	10 542 577	10 186 587	10 467 211	.....	10 467 211
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	4 731 232	4 802 446	5 026 754	.....	5 026 754
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	200 407 305	281 031 875	293 696 188	.....	293 696 188
Commission de la capitale nationale	137 479 936	149 261 744	155 981 730	.....	155 981 730
Commission de la fonction publique	93 611 830	89 633 675	95 899 557	.....	95 899 557
Commission des champs de bataille nationaux	10 378 351	10 002 843	12 603 681	6 100 000	18 703 681
Commission des débats des chefs	3 732 870	5 402 102	4 835 025	.....	4 835 025
Commission des libérations conditionnelles du Canada	51 488 791	53 396 937	57 732 120	.....	57 732 120
Commission du droit d'auteur	4 070 030	4 225 668	4 430 772	.....	4 430 772

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2019-2020	Budget des dépenses à ce jour 2020-2021	Budget des dépenses 2021-2022		
			Autorisations à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Commission mixte internationale (section canadienne)	8 931 679	12 609 140	10 557 499	.....	10 557 499
Conseil canadien des normes	18 578 854	18 321 000	15 272 000	.....	15 272 000
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	13 313 880	17 804 400	19 337 966	.....	19 337 966
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	12 060 098	95 243 259	21 115 070	.....	21 115 070
Conseil de recherches en sciences humaines	940 757 288	1 479 735 887	1 007 006 575	8 037 605	1 015 044 180
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 359 365 352	1 528 927 812	1 383 016 302	22 626 137	1 405 642 439
Conseil des Arts du Canada	327 771 295	425 571 295	480 562 080	25 000 000	505 562 080
Conseil national de recherches du Canada	1 214 601 865	1 871 190 694	1 509 446 060	114 770 781	1 624 216 841
École de la fonction publique du Canada	81 380 256	79 687 920	81 401 600	.....	81 401 600
Énergie atomique du Canada limitée	868 140 000	1 254 166 523	1 188 799 417	.....	1 188 799 417
Fondation canadienne des relations raciales	.....	.....	.....	6 000 001	6 000 001
Gendarmerie royale du Canada	4 732 973 923	3 840 443 822	3 802 126 058	78 138 426	3 880 264 484
Instituts de recherche en santé du Canada	1 202 050 854	1 619 967 785	1 367 843 095	24 154 391	1 391 997 486
Investir au Canada	26 096 450	34 291 556	35 986 134	.....	35 986 134
La Société des ponts fédéraux Limitée	.....	9 772 407	18 497 000	.....	18 497 000
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	155 646 771	327 620 136	325 009 620	.....	325 009 620
Marine Atlantique S.C.C.	130 903 730	142 576 235	149 875 667	.....	149 875 667
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	2 567 930 523	3 449 332 492	3 327 312 115	584 056 937	3 911 369 052
Ministère de l'Emploi et du Développement social	69 828 763 126	169 688 293 196	95 403 456 738	3 915 308 586	99 318 765 324
Ministère de l'Environnement	1 545 664 621	2 058 935 802	1 844 492 147	135 624 792	1 980 116 939
Ministère de l'Industrie	2 386 107 584	3 917 985 299	4 732 805 656	20 313 889	4 753 119 545
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	3 060 599 520	3 357 984 273	3 326 253 436	350 271 974	3 676 525 410
Ministère de la Défense nationale	22 839 438 337	24 458 052 456	25 117 013 724	769 479 716	25 886 493 440
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	309 080 429	1 073 310 810	466 127 486	19 539 347	485 666 833
Ministère de la Justice	812 721 034	847 512 079	821 893 671	.....	821 893 671
Ministère de la Santé	2 675 389 069	4 578 789 751	4 923 490 508	180 950 124	5 104 440 632
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	919 335 099	858 310 704	1 146 011 373	104 037 489	1 250 048 862
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	7 176 903 197	9 363 238 643	6 919 503 337	683 755 372	7 603 258 709
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	767 365 315	.....	.....	.....	.....
Ministère des Anciens Combattants	4 832 374 356	5 415 092 814	6 298 005 935	19 397 430	6 317 403 365
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	114 546 509	219 807 698	229 631 609	1 592 064	231 223 673
Ministère des Finances	98 842 680 685	119 514 431 715	109 120 252 178	157 773 172	109 278 025 350
Ministère des Pêches et des Océans	3 136 070 484	4 111 329 823	4 638 484 814	202 304 652	4 840 789 466

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2019-2020	Budget des dépenses à ce jour 2020-2021	Budget des dépenses 2021-2022		
			Autorisations à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	5 470 587 833	6 839 473 883	5 777 385 474	1 034 774 784	6 812 160 258
Ministère des Ressources naturelles	2 454 790 927	1 836 850 792	2 619 081 949	71 385 131	2 690 467 080
Ministère des Services aux Autochtones	13 274 548 937	17 795 805 677	18 974 651 153	2 079 263 914	21 053 915 067
Ministère des Transports	1 705 220 748	2 476 193 010	2 537 711 692	.....	2 537 711 692
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	3 828 687 376	5 634 376 323	5 220 487 040	.....	5 220 487 040
Ministère du Patrimoine canadien	1 550 574 951	2 022 420 208	1 958 571 689	126 093 868	2 084 665 557
Musée canadien de l'histoire	75 728 888	76 444 847	72 768 111	11 812 000	84 580 111
Musée canadien de l'immigration du Quai 21	7 905 183	9 944 758	8 111 694	1 435 000	9 546 694
Musée canadien de la nature	29 196 950	32 738 464	27 687 206	8 000 000	35 687 206
Musée canadien des droits de la personne	26 954 953	27 709 539	25 436 716	3 900 000	29 336 716
Musée des beaux-arts du Canada	47 170 830	51 482 633	45 756 671	6 200 000	51 956 671
Musée national des sciences et de la technologie	30 936 832	35 906 354	28 514 196	14 603 000	43 117 196
Office des transports du Canada	35 277 786	43 280 050	41 436 604	3 522 137	44 958 741
Office national de l'énergie	36 827 459	.....	.....	.....	.....
Office national du film	75 910 304	69 631 409	67 370 932	5 087 000	72 457 932
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	3 960 828	16 618 432	20 521 637	.....	20 521 637
Régie canadienne de l'énergie	61 169 531	104 618 519	110 984 048	1	110 984 049
Registraire de la Cour suprême du Canada	37 782 015	38 416 364	40 879 359	.....	40 879 359
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	5 625 307	23 831 282	31 319 271	.....	31 319 271
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	5 425 609	5 956 021	6 307 047	.....	6 307 047
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	2 693 543	3 549 666	3 814 593	.....	3 814 593
Secrétariat du Conseil du Trésor	2 974 307 068	8 891 590 056	4 987 474 240	1 595 579 674	6 583 053 914
Sénat	97 869 871	115 563 738	115 563 738	.....	115 563 738
Service administratif des tribunaux judiciaires	95 326 753	103 473 263	96 537 072	1 812 625	98 349 697
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	65 048 723	72 679 604	78 544 437	.....	78 544 437
Service canadien du renseignement de sécurité	611 085 093	652 071 418	657 236 910	.....	657 236 910
Service correctionnel du Canada	2 652 821 435	2 951 178 987	2 930 254 304	229 981 780	3 160 236 084
Service de protection parlementaire	88 674 871	92 605 109	90 753 007	.....	90 753 007
Services partagés Canada	1 973 596 487	2 374 730 418	2 265 197 029	43 962 974	2 309 160 003
Société canadienne d'hypothèques et de logement	2 215 671 739	6 019 698 711	5 059 370 370	43 620 000	5 102 990 370
Société canadienne des postes	22 210 000	22 210 000	22 210 000	.....	22 210 000
Société du Centre national des Arts	35 270 142	53 660 142	39 220 409	20 700 000	59 920 409
Société Radio-Canada	1 210 797 846	1 247 497 846	1 229 423 241	.....	1 229 423 241

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2019-2020	Budget des dépenses à ce jour 2020-2021	Budget des dépenses 2021-2022		
			Autorisations à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	30 577 492	31 177 618	33 299 992	.....	33 299 992
Statistique Canada	546 949 624	622 948 697	882 844 546	.....	882 844 546
Téléfilm Canada	109 378 949	181 633 949	251 908 479	43 447 122	295 355 601
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	10 696 418	10 957 720	11 606 579	.....	11 606 579
VIA Rail Canada Inc.	506 347 644	1 016 389 568	864 779 151	.....	864 779 151
Total budgétaire	303 556 240 134	478 687 828 034	384 517 405 348	13 415 701 626	397 933 106 974
Non budgétaire					
Commission canadienne du lait	(28 640 780)	.....	.....	.....	.....
Ministère de l'Emploi et du Développement social	967 487 646	2 245 100 994	957 191 043	.....	957 191 043
Ministère de l'Industrie	1 406 000 000	800 000	800 000	.....	800 000
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	16 966 093	.....	.....	.....	.....
Ministère de la Défense nationale	1 236 835	.....	.....	.....	.....
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	16 849 447	117 038 552	203 435 454	98 166 779	301 602 233
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	942 654	.....	.....	.....	.....
Ministère des Finances	53 318 029 416	450 200 000	273 400 001	2 711 709 001	2 985 109 002
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	9 824 625	25 903 000	25 903 000	.....	25 903 000
Ministère des Transports	(290 905 000)	.....	.....	.....	.....
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	7 932 622	.....	.....	.....	.....
Service correctionnel du Canada	(473)	.....	.....	.....	.....
Société canadienne d'hypothèques et de logement	1 284 074 121	1 880 450 574	3 209 467 541	.....	3 209 467 541
Total non budgétaire	56 709 797 206	4 719 493 120	4 670 197 039	2 809 875 780	7 480 072 819

Postes horizontaux

Les postes inscrits dans ce tableau sont des initiatives horizontales et des postes financés conjointement. En général, ces deux types de postes horizontaux concernent de façon générale deux organisations ou plus ayant une entente de financement officielle (par exemple, un mémoire au Cabinet ou une présentation au Conseil du Trésor). Dans le cadre des initiatives horizontales, les organisations travaillent en partenariat en vue d'atteindre des résultats communs. Dans le cadre des postes financés conjointement, les organisations reçoivent un financement supplémentaire, et chacune contribue de manière indépendante à la réalisation des objectifs énoncés.

Postes horizontaux

Organisation	Montant (dollars)
Fonds destinés aux infrastructures dans les communautés autochtones (budget fédéral de 2021)	
Ce financement permettra d'appuyer la construction, la rénovation, l'exploitation et l'entretien des logements, des écoles, des établissements de santé, des installations d'approvisionnement en eau potable et de traitement des eaux usées ainsi que d'autres composantes de l'infrastructure communautaire. Ce financement contribuera aussi à soutenir le transfert de l'infrastructure aux organisations dirigées par des Autochtones de même que l'exploitation et l'entretien de l'infrastructure appartenant à des Autochtones.	
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	230 792 373
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions destinées à l'infrastructure dans les collectivités inuites, métisses et autochtones du Nord et pour les Premières Nations autonomes et signataires de traités modernes. 	
Ministère des Services aux Autochtones	494 398 951
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement et contributions destinées à l'infrastructure dans les réserves ou qui appuient les organisations qui aident les personnes autochtones vivant en milieu urbain et en milieu rural hors réserve. 	
Total des postes législatifs	4 110 133
Total	729 301 457

Fonds destinés à l'entente de règlement définitive concernant des recours collectifs Heyder et Beattie

Dans le cadre des recours collectifs Heyder et Beattie, on a réclamé des dommages intérêts relativement à de la discrimination fondée sur le sexe, à des agressions sexuelles et à du harcèlement sexuel. Ces fonds seront utilisés pour continuer à remplir les obligations et à verser les paiements au titre de l'entente définitive, notamment l'évaluation des revendications, le versement des paiements aux demandeurs, l'administration et la gestion de cas.

Ministère de la Défense nationale	252 704 961
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital destinées à l'évaluation et à la prise de décisions touchant les revendications, au versement d'indemnités, à l'administration, à la gestion de cas et à la surveillance. 	
Ministère des Anciens Combattants	716 193
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement visant à offrir un soutien dans l'administration du règlement. 	
Total des postes législatifs	762 173
Total	254 183 327

Fonds destinés à conserver les terres et les eaux douces du Canada, à protéger les espèces, à faire progresser la réconciliation avec les peuples autochtones et à accroître l'accès à la nature (budget fédéral de 2021)

Ces fonds permettront d'appuyer des initiatives visant à protéger et à conserver 25 % des terres et des eaux douces du Canada d'ici 2025, à protéger les espèces en péril et leur habitat, à faire progresser la réconciliation au moyen du leadership des peuples autochtones dans les efforts de conservation ainsi qu'à soutenir l'infrastructure naturelle et l'accès accru à la nature. Ces initiatives s'appuient sur des activités actuelles de l'initiative Patrimoine naturel, lesquelles ont été lancées en 2018.

Agence Parcs Canada	46 799 242
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement, dépenses en capital, subventions et contributions visant à créer de nouveaux parcs urbains et aires protégées, à améliorer la connectivité écologique entre les aires protégées fédérales et d'autres aires de conservation, à élaborer un programme d'élevage du caribou des montagnes du Sud à des fins de conservation ainsi qu'à créer des programmes dans le cadre desquels les partenaires autochtones transmettent leurs connaissances, font part de leur expérience et assurent l'intendance. 	
Ministère de l'Environnement	102 344 746
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement, dépenses en capital et contributions visant à élargir les réseaux existants de réserves nationales de faune gérées par le gouvernement fédéral et à appuyer les provinces et les territoires, les organisations autochtones et les fiducies foncières caritatives dans la protection et la conservation des terres. 	
Ministère des Pêches et des Océans	42 238 037
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement, dépenses en capital et contributions destinées à la protection et au rétablissement des espèces aquatiques en péril ainsi qu'à la récupération et à l'élimination responsable d'équipement de pêche abandonné. 	
Total des postes législatifs	6 541 875
Total	197 923 900

Fonds destinés à mettre en œuvre de nouveaux objectifs de conservation marine du Canada (budget fédéral de 2021)

Ce financement sera utilisé pour l'établissement de nouvelles zones de protection marines ainsi que pour d'autres mesures de conservation comme les évaluations de la faisabilité, la collecte et l'analyse de données, les consultations auprès des intervenants et l'élaboration de règlements. Ces activités soutiennent l'objectif visant à protéger 25 % des océans du Canada d'ici 2025.

Agence Parcs Canada	3 229 035
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement et contributions visant à faire avancer les discussions concernant les ententes sur les répercussions et les avantages pour les Inuits et à établir des zones de protection marines et d'autres mesures de conservation par zone. 	
Ministère de l'Environnement	1 829 837
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement et contributions destinées à l'établissement de zones de protection marines et de réserves nationales de faune. 	
Ministère des Pêches et des Océans	96 305 789
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement, dépenses en capital et contributions destinées à l'établissement, la gestion et l'application des zones de protection marines et à d'autres mesures de conservation par zone ainsi qu'au soutien des organisations inuites et aux négociations avec celles-ci en ce qui concerne la conservation de l'océan Arctique. 	
Total des postes législatifs	6 474 392
Total	107 839 053

Financement destiné au Fonds canadien de revitalisation des communautés (budget fédéral de 2021)

Ce financement aidera les municipalités, les collectivités autochtones, les organismes sans but lucratif et d'autres groupes communautaires à construire et à améliorer les infrastructures communautaires. Le programme sera mis en œuvre par les organismes de développement régional dans leurs secteurs respectifs.

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	52 877 943
Agence de développement économique du Pacifique Canada	20 907 039
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	3 003 990
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	21 938 205
Total des postes législatifs	<u>807 050</u>
Total	99 534 227

Fonds destinés à améliorer la fiabilité et la sécurité des réseaux de technologie de l'information du gouvernement du Canada (budget fédéral de 2021)

Ce financement servira à améliorer et à étendre les capacités existantes du gouvernement du Canada en matière de réseau, de sécurité et de surveillance. Les activités soutenues amélioreront la robustesse et la capacité des connexions à Internet et aux fournisseurs de services infonuagiques tout en assurant la protection des données et des applications du gouvernement du Canada.

Centre de la sécurité des télécommunications	15 058 502
• Dépenses de fonctionnement pour la surveillance et la sécurité	
Services partagés Canada	43 555 031
• Dépenses de fonctionnement et en capital permettant de mettre à niveau l'infrastructure réseau afin de répondre aux besoins en matière de connectivité et de capacité.	
Total des postes législatifs	<u>973 853</u>
Total	59 587 386

Fonds destinés à soutenir les musées nationaux (COVID-19) (budget fédéral de 2021)

Pendant la pandémie, les musées nationaux ont dû faire face à d'importantes baisses des recettes provenant des visiteurs. Ce financement servira à remédier aux pressions liées à la pandémie et à répondre aux besoins opérationnels essentiels, notamment l'entretien, la préservation des biens et les coûts d'immobilisation. Il servira également à soutenir l'achèvement du Centre Ingenium du Musée national des sciences et de la technologie ainsi que l'achat et la conservation des collections du Panthéon des sports canadiens par le Musée canadien de l'histoire.

Musée canadien de l'histoire	11 812 000
Musée canadien de l'immigration du Quai 21	1 435 000
Musée canadien de la nature	8 000 000
Musée canadien des droits de la personne	3 900 000
Musée des beaux-arts du Canada	6 200 000
Musée national des sciences et de la technologie	<u>14 603 000</u>
Total	45 950 000

Fonds destinés à soutenir les petites et moyennes entreprises (budget fédéral de 2021)

Ce financement aidera les petites et moyennes entreprises (PME) à prendre de l'expansion, à accéder à de nouveaux marchés, à améliorer leur productivité, à diversifier leurs chaînes d'approvisionnement et à améliorer l'empreinte écologique de leurs activités. Les organismes sans but lucratif qui offrent un soutien aux PME seront également admissibles au financement. Le programme sera mis en œuvre par les organismes de développement régional dans leurs secteurs respectifs.

Agence de développement économique du Pacifique Canada	2 000 000
Agence de promotion économique du Canada atlantique	17 255 238
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	7 531 147
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	8 361 956
Total des postes législatifs	<u>461 246</u>
Total	<u>35 609 587</u>

Fonds destinés à la mise en œuvre de la Voie fédérale de lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées (budget fédéral de 2021)

Ce financement servira à établir un secrétariat fédéral responsable des questions touchant les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, à financer des projets sur les données autochtones, à soutenir le Cercle national des familles et des survivants, à améliorer le soutien offert aux organismes servant les femmes et les personnes 2ELGBTQIA+ autochtones ainsi qu'à établir et à maintenir des espaces culturels dans les collectivités autochtones.

Bibliothèque et Archives du Canada	1 599 997
• Dépenses de fonctionnement visant à numériser, à décrire et à rendre accessibles des images et des documents afin de donner suite aux priorités établies par les peuples autochtones, en particulier le matériel concernant les appels à la justice de l'Enquête sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.	
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	31 979 588
• Dépenses de fonctionnement et contributions permettant d'établir le secrétariat, de financer des projets sur les données, de créer des espaces culturels et de soutenir les familles, les survivants et les organismes au service des femmes et des personnes 2ELGBTQIA+.	
Total des postes législatifs	<u>1 001 879</u>
Total	<u>34 581 464</u>

Financement destiné au Fonds d'aide au tourisme (COVID-19) (budget fédéral de 2021)

Ce financement aidera les entreprises touristiques et les organismes sans but lucratif qui adaptent leurs activités pour répondre aux exigences en matière de santé publique et créer de nouveaux produits et expériences touristiques ou pour améliorer ceux qui sont déjà en place. Le programme sera mis en œuvre par les organismes de développement régional dans leurs secteurs respectifs.

Agence canadienne de développement économique du Nord	2 431 477
Agence de développement économique du Pacifique Canada	16 057 329
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	5 553 914
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	5 509 686
Total des postes législatifs	<u>347 585</u>
Total	<u>29 899 991</u>

Fonds destinés à la transition des communautés autochtones dépendantes du diesel vers l'énergie propre

L'utilisation du carburant diesel pour fournir de l'électricité et du chauffage dans les collectivités éloignées entraîne des coûts sociaux, économiques et environnementaux importants. Ce financement permettra d'accélérer l'adoption de technologies d'énergie propre et de mesures d'efficacité énergétique dans les collectivités qui dépendent actuellement de génératrices diesel.

Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	5 948 051
• Dépenses de fonctionnement et contributions pour la planification et la réalisation de projets d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique ainsi que le renforcement des capacités connexes.	
Ministère des Ressources naturelles	23 632 861
• Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions en soutien à l'élaboration de plans et de projets d'énergie propre.	
Total des postes législatifs	31 878
Total	29 612 790

Fonds destinés à financer les grands festivals et événements (COVID-19) (budget fédéral de 2021)

Ce financement permettra aux organisations qui organisent des festivals et des événements de combler les besoins de liquidités pour assurer la poursuite des activités, d'adapter les activités aux nouvelles réalités et exigences liées à la pandémie et d'améliorer l'offre de produits et d'expériences, ce qui les mettra en bonne position pour la croissance et la reprise économique après la pandémie. Le programme sera offert par les organismes de développement régional dans leurs secteurs respectifs.

Agence de développement économique du Pacifique Canada	5 000 000
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	20 000 000
Total	25 000 000

Fonds destinés à l'Initiative régionale de relance de l'aérospatiale (budget fédéral de 2021)

Ce financement aidera les entreprises de l'industrie aérospatiale à entreprendre des projets visant à adopter des pratiques respectueuses de l'environnement, à améliorer la productivité et à renforcer l'intégration des chaînes d'approvisionnement. Le programme sera mis en œuvre par les organismes de développement régional dans leurs secteurs respectifs.

Agence de développement économique du Pacifique Canada	6 240 000
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	765 819
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	3 368 000
Total des postes législatifs	101 975
Total	10 475 794

Fonds destinés à faire face aux menaces imminentes qui pèsent sur les troupeaux de bisons des bois

Le bison des bois, une espèce menacée au titre de la *Loi sur les espèces en péril* depuis 2003, est présent dans 12 troupeaux errant en liberté au Canada, ce qui équivaut à environ 8 500 bisons des bois. Ces fonds appuieront les mesures prises en collaboration avec le gouvernement de l'Alberta et les partenaires autochtones afin de protéger les troupeaux menacés des maladies bovines, de la réduction de l'aire de répartition et de la chasse non réglementée.

Agence Parcs Canada	3 690 817
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement, dépenses en capital et contributions visant à diriger les activités scientifiques du gouvernement fédéral qui guident la gestion des troupeaux et à séparer physiquement le troupeau du lac Ronald exempt de maladies d'un troupeau voisin atteint de maladies situé dans le parc national du Canada Wood Buffalo. 	
Ministère de l'Environnement	2 984 245
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement, dépenses en capital et contributions destinées à diriger les efforts de consultation, à contribuer à la recherche collaborative et à travailler avec le gouvernement de l'Alberta pour améliorer les mesures visant à prévenir la transmission de maladies et la chasse non réglementée. 	
Total des postes législatifs	407 341
Total	7 082 403

Fonds destinés aux programmes de publicité du gouvernement

Les programmes de publicité du gouvernement fournissent aux Canadiens de l'information sur divers sujets, y compris les services et les initiatives du gouvernement.

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	2 400 000
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement visant à sensibiliser les gens aux lois mises en place pour réduire la violence liée aux armes à feu, notamment les armes à feu interdites, le programme de rachat et les exigences relatives à l'entreposage sécuritaire. 	
Ministère des Finances	4 650 000
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement visant à informer les Canadiens sur la prolongation, les modifications et la fin progressive des mesures de soutien du revenu liées à la pandémie et à encourager la participation active à la reprise économique. 	
Total	7 050 000

Fonds destinés à mettre en œuvre le plan d'action pour le site du patrimoine mondial du parc national Wood Buffalo

Établi en 1922, le parc national du Canada Wood Buffalo a une superficie de 45 000 kilomètres carrés, ce qui en fait le plus grand parc national du Canada. En février 2019, un plan d'action visant à atténuer les risques pour le parc, y compris ceux provoqués par les changements climatiques et le développement, a été déposé à la Chambre des communes. Ces fonds appuieront la collaboration avec les gouvernements provincial et territorial ainsi que les partenaires autochtones afin de protéger les écosystèmes et d'améliorer la recherche, la surveillance et la gestion.

Agence Parcs Canada	3 990 066
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement, dépenses en capital et contributions destinées à appuyer les activités du Comité de gestion coopérative autochtone, à collaborer avec les partenaires autochtones pour construire une station expérimentale et de petits barrages dans le parc ainsi qu'à élaborer conjointement de la formation sur l'histoire des peuples autochtones à l'intention des employés du parc. 	
Ministère de l'Environnement	2 100 786
<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement visant à surveiller le débit d'eau, à offrir une expertise quant à l'élaboration d'un modèle complet du système d'alimentation en eau dans le parc et à coordonner un forum intergouvernemental axé sur l'amélioration de la gestion de l'écosystème et de la résilience du delta des rivières de la Paix et Athabasca. 	
Total des postes législatifs	721 818
Total	6 812 670

Fonds destinés au Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires (budget fédéral de 2021)

Ce financement permettra aux organisations du milieu des affaires dirigées par des Noirs dans tout le pays de renforcer leur capacité de fournir, aux entrepreneurs noirs, des services de soutien aux entreprises tels que le mentorat, le réseautage, la planification financière et la formation en gestion d'entreprise.

Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	170 175
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	3 140 706
Total des postes législatifs	<u>31 724</u>
Total	<u>3 342 605</u>

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE DES DÉPENSES (B) 2021-2022

Détails par organisation

Agence canadienne de développement économique du Nord	1
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	3
Agence de développement économique du Pacifique Canada	5
Agence de la santé publique du Canada	7
Agence de promotion économique du Canada atlantique	8
Agence des services frontaliers du Canada	10
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	11
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	13
Agence Parcs Canada	15
Bibliothèque et Archives du Canada	17
Bureau de l'infrastructure du Canada	18
Bureau du Conseil privé	19
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	20
Centre de la sécurité des télécommunications	21
Chambre des communes	22
Commissariat au lobbying	23
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	24
Commission canadienne du tourisme	25
Commission des champs de bataille nationaux	26
Conseil de recherches en sciences humaines	27
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	29
Conseil des Arts du Canada	31
Conseil national de recherches du Canada	32
Fondation canadienne des relations raciales	34
Gendarmerie royale du Canada	35
Instituts de recherche en santé du Canada	37
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	39
Ministère de l'Emploi et du Développement social	41
Ministère de l'Environnement	43
Ministère de l'Industrie	45
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	47
Ministère de la Défense nationale	49
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	51
Ministère de la Santé	52
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	54
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	56
Ministère des Anciens Combattants	59
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	61
Ministère des Finances	63
Ministère des Pêches et des Océans	65
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	68
Ministère des Ressources naturelles	72
Ministère des Services aux Autochtones	75
Ministère du Patrimoine canadien	78
Musée canadien de l'histoire	82

Musée canadien de l'immigration du Quai 21	83
Musée canadien de la nature	84
Musée canadien des droits de la personne	85
Musée des beaux-arts du Canada	86
Musée national des sciences et de la technologie	87
Office des transports du Canada	88
Office national du film	89
Régie canadienne de l'énergie	90
Secrétariat du Conseil du Trésor	91
Service administratif des tribunaux judiciaires	93
Service correctionnel du Canada	94
Services partagés Canada	95
Société canadienne d'hypothèques et de logement	96
Société du Centre national des Arts	97
Téléfilm Canada	98

Agence canadienne de développement économique du Nord

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	20 988 878	.....	38 070	21 026 948
5b Subventions et contributions	62 044 626	.....	2 393 407	64 438 033
Total des crédits	83 033 504	.....	2 431 477	85 464 981
Total des postes législatifs	1 962 319	.....	7 558	1 969 877
Total des dépenses budgétaires	84 995 823	.....	2 439 035	87 434 858

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Financement destiné au Fonds d'aide au tourisme (COVID-19) (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 1b	38 070
	Crédit 5b	2 393 407
Total		2 431 477

Total des crédits à adopter

2 431 477

Total des crédits législatifs

7 558

Total des dépenses budgétaires

2 439 035

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions pour la promotion du développement régional dans les trois territoires du Canada	33 737 000	2 393 407	36 130 407

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 962 319	7 558	1 969 877

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	43 370 504	.....	1 943 549	45 314 053
5b Subventions et contributions	391 101 782	.....	50 934 394	442 036 176
Total des crédits	434 472 286	.....	52 877 943	487 350 229
Total des postes législatifs	5 217 834	.....	452 378	5 670 212
Total des dépenses budgétaires	439 690 120	.....	53 330 321	493 020 441

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Financement destiné au Fonds canadien de revitalisation des communautés (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 1b	1 943 549
	Crédit 5b	50 934 394
Total		52 877 943
Total des crédits à adopter		52 877 943
Total des crédits législatifs		452 378
Total des dépenses budgétaires		53 330 321

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions en vertu du Programme de développement économique du Québec	2 062 500	2 546 720	4 609 220
Contributions			
Contributions en vertu du Programme de développement économique du Québec	84 193 768	48 387 674	132 581 442

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 217 834	452 378	5 670 212

Agence de développement économique du Pacifique Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	4 114 346	(4 114 346)	23 685 762	23 685 762
5b Subventions et contributions	104 700 207	.....	131 819 368	236 519 575
Total des crédits	108 814 553	(4 114 346)	155 505 130	260 205 337
Total des postes législatifs	.....	.....	3 267 000	3 267 000
Total des dépenses budgétaires	108 814 553	(4 114 346)	158 772 130	263 472 337

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à soutenir la nouvelle agence de développement régional pour la Colombie-Britannique (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	23 685 762
	Crédit 5b	81 615 000
Total		105 300 762
Financement destiné au Fonds canadien de revitalisation des communautés (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 5b	20 907 039
Financement destiné au Fonds d'aide au tourisme (COVID-19) (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 5b	16 057 329
Fonds destinés à l'Initiative régionale de relance de l'aérospatiale (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 5b	6 240 000
Fonds destinés à financer les grands festivals et événements (COVID-19) (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 5b	5 000 000
Fonds destinés à soutenir les petites et moyennes entreprises (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 5b	2 000 000
Total des crédits à adopter		155 505 130
Total des crédits législatifs		3 267 000
Transferts		
Transferts à d'autres organisations		
Transfert de l'Agence de développement économique du Pacifique Canada au ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien pour appuyer la nouvelle structure organisationnelle découlant de changements apportés à l'appareil gouvernemental	Crédit 1b	(4 114 346)
Total des transferts		(4 114 346)
Total des dépenses budgétaires		154 657 784

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	3 206 984	3 206 984
Contributions			
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	95 867 993	95 867 993
Contributions destinées au Programme de diversification de l'économie de l'Ouest	25 580 530	25 580 530
Contributions destinées au Programme de développement des collectivités	6 188 861	6 188 861
Contributions destinées à l'Initiative pour les femmes entrepreneurs	975 000	975 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 267 000	3 267 000

Agence de la santé publique du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements (dollars)		
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1a	Dépenses de fonctionnement	12 137 071 248	(12 377 000)	.....	12 124 694 248
5a	Dépenses en capital	106 260 427	.....	.....	106 260 427
10a	Subventions et contributions	844 333 881	(6 992 657)	.....	837 341 224
Total des crédits		13 087 665 556	(19 369 657)	.....	13 068 295 899
Total des postes législatifs		82 051 464	.....	.....	82 051 464
Total des dépenses budgétaires		13 169 717 020	(19 369 657)	.....	13 150 347 363

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada aux Instituts de recherche en santé du Canada pour appuyer les projets qui cadrent avec le mandat du Groupe de travail sur l'immunité face à la COVID-19	Crédit 10a	(6 992 657)
---	------------	--------------------

Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada à l'Agence des services frontaliers du Canada pour ArriveCAN	Crédit 1a	(12 377 000)
---	-----------	---------------------

Total des transferts		(19 369 657)
-----------------------------	--	---------------------

Total des dépenses budgétaires		(19 369 657)
---------------------------------------	--	---------------------

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	73 849 675	.....	700 238	74 549 913
5b Subventions et contributions	329 971 605	.....	16 555 000	346 526 605
Total des crédits	403 821 280	.....	17 255 238	421 076 518
Total des postes législatifs	8 454 593	.....	150 195	8 604 788
Total des dépenses budgétaires	412 275 873	.....	17 405 433	429 681 306

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à soutenir les petites et moyennes entreprises (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 1b	700 238
	Crédit 5b	16 555 000

Total **17 255 238**

Total des crédits à adopter **17 255 238**

Total des crédits législatifs **150 195**

Total des dépenses budgétaires **17 405 433**

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	182 285 660	16 555 000	198 840 660

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 454 593	150 195	8 604 788

Agence des services frontaliers du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	2 005 296 655	8 545 545	.....	2 013 842 200
5b Dépenses en capital	210 197 245	3 831 455	.....	214 028 700
Total des crédits	2 215 493 900	12 377 000	.....	2 227 870 900
Total des postes législatifs	190 586 229	.....	.....	190 586 229
Total des dépenses budgétaires	2 406 080 129	12 377 000	.....	2 418 457 129

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada à l'Agence des services frontaliers du Canada pour ArriveCAN	Crédit 1b	8 545 545
	Crédit 5b	3 831 455

Total **12 377 000**

Total des transferts **12 377 000**

Total des dépenses budgétaires **12 377 000**

Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	8 386 863	.....	787 218	9 174 081
5b Subventions et contributions	70 251 166	.....	21 076 585	91 327 751
Total des crédits	78 638 029	.....	21 863 803	100 501 832
Total des postes législatifs	.....	.....	183 643	183 643
Total des dépenses budgétaires	78 638 029	.....	22 047 446	100 685 475

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à soutenir les petites et moyennes entreprises (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 1b	178 166
	Crédit 5b	7 352 981
Total		7 531 147
Financement destiné au Fonds d'aide au tourisme (COVID-19) (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 1b	299 083
	Crédit 5b	5 254 831
Total		5 553 914
Fonds destinés à l'Initiative du transport aérien régional (COVID-19)	Crédit 5b	4 838 758
Financement destiné au Fonds canadien de revitalisation des communautés (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 1b	219 150
	Crédit 5b	2 784 840
Total		3 003 990
Fonds destinés à l'Initiative régionale de relance de l'aérospatiale (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 1b	90 819
	Crédit 5b	675 000
Total		765 819
Fonds destinés au Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 5b	170 175
Total des crédits à adopter		21 863 803
Total des crédits législatifs		183 643
Total des dépenses budgétaires		22 047 446

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions en vertu du programme du Fonds spécial pour le développement du Nord de l'Ontario	12 878 429	12 878 429
Contributions au titre du programme de Croissance économique régionale par l'innovation	8 198 156	8 198 156

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	183 643	183 643

Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	35 556 193	.....	4 814 426	40 370 619
5b Subventions et contributions	324 457 852	.....	57 504 127	381 961 979
Total des crédits	360 014 045	.....	62 318 553	422 332 598
Total des postes législatifs	4 236 383	.....	955 806	5 192 189
Total des dépenses budgétaires	364 250 428	.....	63 274 359	427 524 787

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Financement destiné au Fonds canadien de revitalisation des communautés (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 1b	1 530 578
	Crédit 5b	20 407 627
Total		21 938 205
Fonds destinés à financer les grands festivals et événements (COVID-19) (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 5b	20 000 000
Fonds destinés à soutenir les petites et moyennes entreprises (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 1b	1 353 956
	Crédit 5b	7 008 000
Total		8 361 956
Financement destiné au Fonds d'aide au tourisme (COVID-19) (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 1b	1 362 100
	Crédit 5b	4 147 586
Total		5 509 686
Fonds destinés à l'Initiative régionale de relance de l'aérospatiale (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 1b	408 000
	Crédit 5b	2 960 000
Total		3 368 000
Fonds destinés au Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 1b	159 792
	Crédit 5b	2 980 914
Total		3 140 706
Total des crédits à adopter		62 318 553
Total des crédits législatifs		955 806
Total des dépenses budgétaires		63 274 359

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions en vertu du Programme pour la prospérité du Sud de l'Ontario	. . . . .	3 597 349	3 597 349
Subventions en vertu du programme de Croissance économique régionale par l'innovation	. . . . .	1 485 120	1 485 120
Contributions			
Contributions pour le Programme pour la prospérité du Sud de l'Ontario	63 996 793	40 957 864	104 954 657
Contributions en vertu du programme de Croissance économique régionale par l'innovation	249 175 067	11 463 794	260 638 861

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 236 383	955 806	5 192 189

Agence Parcs Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses du programme	1 181 309 060	(42 706 842)	129 409 160	1 268 011 378
5b Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques	7 371 000	42 706 842	.....	50 077 842
Total des crédits	1 188 680 060	.....	129 409 160	1 318 089 220
Total des postes législatifs	207 867 455	.....	1 962 770	209 830 225
Total des dépenses budgétaires	1 396 547 515	.....	131 371 930	1 527 919 445

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à maintenir les activités (COVID-19) (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	71 700 000
Fonds destinés à conserver les terres et les eaux douces du Canada, à protéger les espèces, à faire progresser la réconciliation avec les peuples autochtones et à accroître l'accès à la nature (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 1b	46 799 242
Fonds destinés à mettre en œuvre le plan d'action pour le site du patrimoine mondial du parc national Wood Buffalo (poste horizontal)	Crédit 1b	3 990 066
Fonds destinés à faire face aux menaces imminentes qui pèsent sur les troupeaux de bisons des bois (poste horizontal)	Crédit 1b	3 690 817
Fonds destinés à mettre en œuvre de nouveaux objectifs de conservation marine du Canada (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 1b	3 229 035
Total des crédits à adopter		129 409 160
Total des crédits législatifs		1 962 770

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne afin d'appuyer la création, l'agrandissement et la désignation de nouveaux lieux historiques nationaux, parcs nationaux, ainsi que de nouvelles aires marines nationales de conservation et d'autres aires patrimoniales protégées	Crédit 1b	(42 706 842)
	Crédit 5b	42 706 842
Total		.....
Total des transferts		.....
Total des dépenses budgétaires		131 371 930

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions à l'appui d'activités ou de projets liés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	. . . . .	300 000	300 000
Contributions			
Contributions à l'appui d'activités ou de projets liés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	22 262 388	5 520 000	27 782 388

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	57 867 455	1 962 770	59 830 225

Bibliothèque et Archives du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	104 836 720	.....	4 634 638	109 471 358
5a Dépenses en capital	40 841 157	.....	.....	40 841 157
Total des crédits	145 677 877	.....	4 634 638	150 312 515
Total des postes législatifs	11 750 446	.....	317 936	12 068 382
Total des dépenses budgétaires	157 428 323	.....	4 952 574	162 380 897

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés au portefeuille de biens immobiliers	Crédit 1b	3 034 641
Fonds destinés à la mise en œuvre de la Voie fédérale de lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 1b	1 599 997
Total des crédits à adopter		4 634 638
Total des crédits législatifs		317 936
Total des dépenses budgétaires		4 952 574

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 750 446	317 936	12 068 382

Bureau de l'infrastructure du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	193 795 732	.....	13 239 556	207 035 288
5b Dépenses en capital	95 907 825	.....	81 018 731	176 926 556
10a Subventions et contributions	5 068 176 045	.....	.....	5 068 176 045
Total des crédits	5 357 879 602	.....	94 258 287	5 452 137 889
Total des postes législatifs	4 505 227 426	.....	.....	4 505 227 426
Total des dépenses budgétaires	9 863 107 028	.....	94 258 287	9 957 365 315

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés au Projet de corridor du pont Samuel-De Champlain

Crédit 1b 13 239 556

Crédit 5b 81 018 731

Total

94 258 287

Total des crédits à adopter

94 258 287

Total des dépenses budgétaires

94 258 287

Bureau du Conseil privé

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses du programme	183 759 452	.....	10 787 927	194 547 379
Total des crédits	183 759 452	.....	10 787 927	194 547 379
Total des postes législatifs	20 716 227	.....	166 420	20 882 647
Total des dépenses budgétaires	204 475 679	.....	10 954 347	215 430 026

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à l'enquête publique commune concernant la tragédie d'avril 2020 en Nouvelle-Écosse	Crédit 1b	10 787 927
--	-----------	-------------------

Total des crédits à adopter	10 787 927
------------------------------------	-------------------

Total des crédits législatifs	166 420
--------------------------------------	----------------

Total des dépenses budgétaires	10 954 347
---------------------------------------	-------------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Programme de contribution pour les commissions d'enquête	3 346 466	3 346 466

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	20 347 727	166 420	20 514 147

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses du programme	79 587 195	.....	2 034 643	81 621 838
Total des crédits	79 587 195	.....	2 034 643	81 621 838
Total des postes législatifs	6 840 476	.....	.....	6 840 476
Total des dépenses budgétaires	86 427 671	.....	2 034 643	88 462 314

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés aux pressions opérationnelles	Crédit 1b	1 034 643
Fonds destinés au système d'infrastructure essentiel de la gestion de l'information et de la technologie de l'information	Crédit 1b	1 000 000
Total des crédits à adopter		2 034 643
Total des dépenses budgétaires		2 034 643

Centre de la sécurité des télécommunications

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses du programme	708 866 122	.....	45 893 523	754 759 645
Total des crédits	708 866 122	.....	45 893 523	754 759 645
Total des postes législatifs	47 481 833	.....	1 465 719	48 947 552
Total des dépenses budgétaires	756 347 955	.....	47 359 242	803 707 197

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à investir dans les activités de renseignement étranger du Canada pour lutter contre les menaces persistantes	Crédit 1b	30 835 021
Fonds destinés à améliorer la fiabilité et la sécurité des réseaux de technologie de l'information du gouvernement du Canada (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 1b	15 058 502
Total des crédits à adopter		45 893 523
Total des crédits législatifs		1 465 719
Total des dépenses budgétaires		47 359 242

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	47 481 833	1 465 719	48 947 552

Chambre des communes

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses du programme	383 501 862	.....	17 721 742	401 223 604
Total des crédits	383 501 862	.....	17 721 742	401 223 604
Total des postes législatifs	160 185 327	.....	.....	160 185 327
Total des dépenses budgétaires	543 687 189	.....	17 721 742	561 408 931

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Financement pour le report de fonds du budget de fonctionnement

Crédit 1b

17 721 742

Total des crédits à adopter

17 721 742

Total des dépenses budgétaires

17 721 742

Commissariat au lobbying

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses du programme	4 343 751	.....	556 217	4 899 968
Total des crédits	4 343 751	.....	556 217	4 899 968
Total des postes législatifs	434 840	.....	40 736	475 576
Total des dépenses budgétaires	4 778 591	.....	596 953	5 375 544

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à améliorer les systèmes de la gestion de l'information et de la technologie de l'information pour assurer la transparence des activités de lobbying (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	556 217
--	-----------	----------------

Total des crédits à adopter		556 217
------------------------------------	--	----------------

Total des crédits législatifs		40 736
--------------------------------------	--	---------------

Total des dépenses budgétaires		596 953
---------------------------------------	--	----------------

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	434 840	40 736	475 576

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses du programme – Commissariat à l'information du Canada	15 410 929	.....	876 292	16 287 221
5 Dépenses du programme – Commissariat à la protection de la vie privée du Canada	28 109 378	.....	.....	28 109 378
Total des crédits	43 520 307	.....	876 292	44 396 599
Total des postes législatifs	5 052 505	.....	.....	5 052 505
Total des dépenses budgétaires	48 572 812	.....	876 292	49 449 104

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés aux projets de gestion de la technologie et de l'information à l'appui du mandat principal	Crédit 1b	876 292
---	-----------	----------------

Total des crédits à adopter	876 292
------------------------------------	----------------

Total des dépenses budgétaires	876 292
---------------------------------------	----------------

Commission canadienne du tourisme

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Paiements à la Commission	96 159 703	.....	25 000 000	121 159 703
Total des dépenses budgétaires	96 159 703	.....	25 000 000	121 159 703

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés aux campagnes de marketing pour aider les visiteurs à découvrir et à explorer le Canada (budget fédéral de 2021) (COVID-19)	Crédit 1b	25 000 000
--	-----------	-------------------

Total des crédits à adopter

25 000 000

Total des dépenses budgétaires

25 000 000

Commission des champs de bataille nationaux

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses du programme	10 249 627	.....	5 228 347	15 477 974
Total des crédits	10 249 627	.....	5 228 347	15 477 974
Total des postes législatifs	2 354 054	.....	871 653	3 225 707
Total des dépenses budgétaires	12 603 681	.....	6 100 000	18 703 681

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à atténuer les pressions liées à la pandémie et à régler des questions relatives aux salaires et à l'intégrité des programmes (COVID-19) (budget fédéral de 2021) (ce poste a reçu des fonds du crédit 5 du Conseil du Trésor - Dépenses éventuelles du gouvernement)	Crédit 1b	5 228 347
--	-----------	------------------

Total des crédits à adopter	5 228 347
------------------------------------	------------------

Total des crédits législatifs	871 653
--------------------------------------	----------------

Total des dépenses budgétaires	6 100 000
---------------------------------------	------------------

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	354 054	871 653	1 225 707

Conseil de recherches en sciences humaines

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	35 551 005	(636 375)	3 645 484	38 560 114
5b Subventions	967 688 573	2 477 698	1 920 000	972 086 271
Total des crédits	1 003 239 578	1 841 323	5 565 484	1 010 646 385
Total des postes législatifs	3 766 997	.....	630 798	4 397 795
Total des dépenses budgétaires	1 007 006 575	1 841 323	6 196 282	1 015 044 180

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Financement destiné au Fonds de recherche biomédicale du Canada à l'appui de la recherche biomédicale appliquée à risque élevé, de la formation et du développement du talent (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	3 096 231
--	-----------	------------------

Fonds destinés au Partenariat sur la race, le genre et la diversité pour financer la recherche académique sur les barrières systémiques envisagées par divers groupes à travers le Canada (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	549 253
	Crédit 5b	1 920 000

Total		2 469 253
-------	--	------------------

Total des crédits à adopter		5 565 484
------------------------------------	--	------------------

Total des crédits législatifs		630 798
--------------------------------------	--	----------------

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie aux Instituts de recherche en santé du Canada et au Conseil de recherches en sciences humaines afin d'accroître l'innovation grâce à des partenariats entre les collèges, les universités et les entreprises locales du Canada	Crédit 5b	2 477 698
--	-----------	------------------

Transferts à d'autres organisations

Transfert des Instituts de recherche en santé du Canada et du Conseil de recherches en sciences humaines au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie pour explorer l'établissement d'une solution de gestion commune des subventions	Crédit 1b	(636 375)
--	-----------	------------------

Total des transferts		1 841 323
-----------------------------	--	------------------

Total des dépenses budgétaires		8 037 605
---------------------------------------	--	------------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté	5 170 889	2 477 698	7 648 587
Subventions et bourses	339 125 547	1 920 000	341 045 547

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 672 021	630 798	4 302 819

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	55 532 464	2 096 294	1 167 747	58 796 505
5b Subventions	1 321 627 413	(2 837 698)	22 000 000	1 340 789 715
Total des crédits	1 377 159 877	(741 404)	23 167 747	1 399 586 220
Total des postes législatifs	5 856 425	.....	199 794	6 056 219
Total des dépenses budgétaires	1 383 016 302	(741 404)	23 367 541	1 405 642 439

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à soutenir les partenariats de recherche appliquée (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	1 167 747
	Crédit 5b	22 000 000
Total		23 167 747

Total des crédits à adopter

23 167 747

Total des crédits législatifs

199 794

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert des Instituts de recherche en santé du Canada et du Conseil de recherches en sciences humaines au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie pour explorer l'établissement d'une solution de gestion commune des subventions	Crédit 1b	2 096 294
--	-----------	------------------

Transferts à d'autres organisations

Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie aux Instituts de recherche en santé du Canada et au Conseil de recherches en sciences humaines afin d'accroître l'innovation grâce à des partenariats entre les collèges, les universités et les entreprises locales du Canada	Crédit 5b	(2 837 698)
--	-----------	--------------------

Total des transferts

(741 404)

Total des dépenses budgétaires

22 626 137

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté	75 565 023	19 162 302	94 727 325

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 677 646	199 794	5 877 440

Conseil des Arts du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Paiements au Conseil	480 562 080	25 000 000	.....	505 562 080
Total des dépenses budgétaires	480 562 080	25 000 000	.....	505 562 080

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère du Patrimoine canadien au Conseil des arts du Canada et à Téléfilm Canada pour le Fonds de réouverture pour les activités et les expériences en personne	Crédit 1b	25 000 000
---	-----------	-------------------

Total des transferts

25 000 000

Total des dépenses budgétaires

25 000 000

Conseil national de recherches du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	502 511 846	.....	9 723 550	512 235 396
5a Dépenses en capital	111 353 564	.....	.....	111 353 564
10b Subventions et contributions	647 863 673	.....	103 500 000	751 363 673
Total des crédits	1 261 729 083	.....	113 223 550	1 374 952 633
Total des postes législatifs	247 716 977	.....	1 547 231	249 264 208
Total des dépenses budgétaires	1 509 446 060	.....	114 770 781	1 624 216 841

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à soutenir le Programme d'aide à la recherche industrielle (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	8 552 741
	Crédit 10b	90 000 000
Total		98 552 741

Fonds destinés au programme Assistance PI pour permettre aux entreprises d'avoir accès à des services en propriété intellectuelle (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	1 170 809
	Crédit 10b	13 500 000
Total		14 670 809

Total des crédits à adopter		113 223 550
Total des crédits législatifs		1 547 231
Total des dépenses budgétaires		114 770 781

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions aux entreprises	401 714 000	103 500 000	505 214 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Budgétaire		(dollars)	
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	65 716 977	1 547 231	67 264 208

Fondation canadienne des relations raciales

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Paiement à la Fondation	6 000 000	1	6 000 001
Total des dépenses budgétaires	6 000 000	1	6 000 001

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à autoriser l'inclusion et le rajustement d'une autorisation intégrée au libellé d'un crédit	Crédit 1b	1
---	-----------	----------

Total des crédits à adopter

1

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère du Patrimoine canadien à la Fondation canadienne des relations raciales pour appliquer les mesures de lutte contre le racisme, dont la gestion d'activités visant à autonomiser les Canadiens racialisés et à aider les groupes communautaires à combattre le racisme sous toutes ses formes	Crédit 1b	6 000 000
---	-----------	------------------

Total des transferts

6 000 000

Total des dépenses budgétaires

6 000 001

Gendarmerie royale du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b	Dépenses de fonctionnement	2 726 439 871	..... 1 414 833	2 727 854 704
5b	Dépenses en capital	300 400 543	..... 235 000	300 635 543
10b	Subventions et contributions	425 273 483	..... 76 466 343	501 739 826
Total des crédits		3 452 113 897	..... 78 116 176	3 530 230 073
Total des postes législatifs		350 012 161	..... 22 250	350 034 411
Total des dépenses budgétaires		3 802 126 058	..... 78 138 426	3 880 264 484

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à l'indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour les blessures subies dans l'exercice de leurs fonctions (budget fédéral de 2021)	Crédit 10b	76 466 343
Fonds destinés à mettre en œuvre les nouvelles exigences liées aux permis, au transport et à la cession d'armes à feu	Crédit 1b	1 414 833
	Crédit 5b	235 000
Total		1 649 833
Total des crédits à adopter		78 116 176
Total des crédits législatifs		22 250
Total des dépenses budgétaires		78 138 426

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour les blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions (L.R.C. (1985), ch. R-11)	407 200 000	76 466 343	483 666 343

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	96 226 102	22 250	96 248 352

Instituts de recherche en santé du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	65 768 554	(1 459 919)	2 766 625	67 075 260
5b Subventions	1 294 868 164	7 352 657	15 000 000	1 317 220 821
Total des crédits	1 360 636 718	5 892 738	17 766 625	1 384 296 081
Total des postes législatifs	7 206 377	.....	495 028	7 701 405
Total des dépenses budgétaires	1 367 843 095	5 892 738	18 261 653	1 391 997 486

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés au Centre pour la recherche sur la préparation en cas de pandémie et d'urgence sanitaire (COVID-19)	Crédit 1b	2 766 625
	Crédit 5b	15 000 000
Total		17 766 625

Total des crédits à adopter

17 766 625

Total des crédits législatifs

495 028

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada aux Instituts de recherche en santé du Canada pour appuyer les projets qui cadrent avec le mandat du Groupe de travail sur l'immunité face à la COVID-19	Crédit 5b	6 992 657
Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie aux Instituts de recherche en santé du Canada et au Conseil de recherches en sciences humaines afin d'accroître l'innovation grâce à des partenariats entre les collèges, les universités et les entreprises locales du Canada	Crédit 5b	360 000

Transferts à d'autres organisations

Transfert des Instituts de recherche en santé du Canada et du Conseil de recherches en sciences humaines au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie pour explorer l'établissement d'une solution de gestion commune des subventions	Crédit 1b	(1 459 919)
--	-----------	--------------------

Total des transferts

5 892 738

Total des dépenses budgétaires

24 154 391

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions pour les projets de recherche et le soutien du personnel	1 161 780 888	21 992 657	1 183 773 545
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté	1 468 579	360 000	1 828 579

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 206 377	495 028	7 701 405

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b	Dépenses de fonctionnement	641 705 827	..... 2 158 276	643 864 103
5b	Dépenses en capital	55 521 276	..... 26 000	55 547 276
10b	Subventions et contributions	666 732 413	..... 68 419 325	735 151 738
Total des crédits		1 363 959 516	..... 70 603 601	1 434 563 117
Total des postes législatifs		1 963 352 599	..... 513 453 336	2 476 805 935
Total des dépenses budgétaires		3 327 312 115	..... 584 056 937	3 911 369 052

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés aux initiatives stratégiques à coûts partagés et attribués du Partenariat canadien pour l'agriculture	Crédit 10b	42 657 913
Fonds destinés pour la mise en œuvre du volet Mesures à la ferme pour le climat du programme Solutions agricoles pour le climat (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	2 158 276
	Crédit 5b	26 000
	Crédit 10b	15 000 000
Total		17 184 276
Fonds destinés au programme d'aide pour l'isolement obligatoire des travailleurs étrangers temporaires (COVID-19)	Crédit 10b	10 031 412
Fonds destinés au programme Solutions innovatrices Canada	Crédit 10b	730 000
Total des crédits à adopter		70 603 601
Total des crédits législatifs		513 453 336
Transferts		
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (3 650 000 \$) aux Subventions pour favoriser les investissements dans les initiatives de la politique alimentaire	Crédit 10b	.....
Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (90 000 \$) à la Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	Crédit 10b	.....
Total des transferts		.....
Total des dépenses budgétaires		584 056 937

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions pour favoriser les investissements dans les initiatives de la politique alimentaire	8 785 440	3 650 000	12 435 440
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	2 730 000	820 000	3 550 000
Contributions			
Contributions à l'appui des programmes à coûts partagés exécutés par les provinces et les territoires dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture	206 480 000	34 038 534	240 518 534
Contributions à l'appui du volet Mesures à la ferme pour le climat du programme Solutions agricoles pour le climat	. . . . .	15 000 000	15 000 000
Contributions pour aider les employeurs des industries de l'agriculture primaire, de la pêche et de la production et de la transformation des aliments, qui embauchent des travailleurs étrangers temporaires, à faire face aux mesures d'isolement obligatoire en raison de la COVID-19	54 054 038	10 031 412	64 085 450
Contributions à l'appui du programme Agri-marketing dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture	20 340 000	4 310 487	24 650 487
Contributions à l'appui du programme Agri-assurance dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture	12 280 000	2 517 441	14 797 441
Contributions à l'appui du programme Agri-science dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture	44 045 069	1 791 451	45 836 520

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Paiements de contribution pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	118 513 335	400 000 000	518 513 335
Paiements de contribution pour le programme Agri-stabilité (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	387 230 000	95 417 922	482 647 922
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	68 727 751	232 576	68 960 327
Paiements de subvention pour le programme Agri-stabilité (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	39 320 000	17 802 838	57 122 838

Ministère de l'Emploi et du Développement social

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	1 297 382 614	.....	4 359 801	1 301 742 415
5b Subventions et contributions	6 324 233 754	(7 670 830)	110 000 000	6 426 562 924
Total des crédits	7 621 616 368	(7 670 830)	114 359 801	7 728 305 339
Total des postes législatifs	87 781 840 370	.....	3 808 619 615	91 590 459 985
Total des dépenses budgétaires	95 403 456 738	(7 670 830)	3 922 979 416	99 318 765 324
Dépenses non budgétaires				
Total des postes législatifs	957 191 043	.....	.....	957 191 043
Total des dépenses non budgétaires	957 191 043	.....	.....	957 191 043

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Financement destiné à la mise en œuvre du Fonds de finance sociale (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	3 528 964
	Crédit 5b	110 000 000
Total		113 528 964

Fonds destinés aux activités de préparation effectuée par les opérations de traitement de la Sécurité de la vieillesse pour la modernisation du versement des prestations (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	830 837
--	-----------	----------------

Total des crédits à adopter **114 359 801**

Total des crédits législatifs **3 808 619 615**

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (12 500 000 \$) aux Subventions pour des projets de petite envergure du Fonds pour l'accessibilité	Crédit 5b
---	-----------	-------

Transferts à d'autres organisations

Transfert du ministère de l'Emploi et du Développement social au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour le soutien au cadre d'apprentissage et de garde des jeunes enfants autochtones	Crédit 5b	(1 636 029)
---	-----------	--------------------

Transfert du ministère de l'Emploi et du Développement social au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour soutenir le Programme de formation pour les compétences et l'emploi destiné aux Autochtones	Crédit 5b	(6 034 801)
--	-----------	--------------------

Total des transferts **(7 670 830)**

Total des dépenses budgétaires **3 915 308 586**

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions pour des projets de petite envergure du Fonds pour l'accessibilité	66 134 300	12 500 000	78 634 300
Contributions			
Stratégie d'innovation sociale et de finance sociale	20 988 918	110 000 000	130 988 918

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	12 332 000 000	1 867 857 000	14 199 857 000
Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	1 593 000 000	1 416 410 000	3 009 410 000
Paiements pour la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	282 000 000	523 730 000	805 730 000
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	369 048 964	622 615	369 671 579

Ministère de l'Environnement

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	932 490 225	.....	43 299 537	975 789 762
5b Dépenses en capital	124 284 836	.....	1 773 500	126 058 336
10b Subventions et contributions	685 762 234	.....	84 950 335	770 712 569
Total des crédits	1 742 537 295	.....	130 023 372	1 872 560 667
Total des postes législatifs	101 954 852	.....	5 601 420	107 556 272
Total des dépenses budgétaires	1 844 492 147	.....	135 624 792	1 980 116 939

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à conserver les terres et les eaux douces du Canada, à protéger les espèces, à faire progresser la réconciliation avec les peuples autochtones et à accroître l'accès à la nature (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 1b	21 208 462
	Crédit 5b	1 710 000
	Crédit 10b	79 426 284
Total		102 344 746
Fonds destinés à soutenir la capacité de politique en matière de changement climatique (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	7 904 470
	Crédit 10b	500 000
Total		8 404 470
Fonds destinés à une campagne de publicité en matière de changement climatique	Crédit 1b	6 417 091
Fonds destinés au Groupe consultatif pour la carboneutralité et au Défi carboneutralité	Crédit 1b	2 742 197
	Crédit 10b	3 200 000
Total		5 942 197
Fonds destinés à faire face aux menaces imminentes qui pèsent sur les troupeaux de bisons des bois (poste horizontal)	Crédit 1b	1 504 745
	Crédit 5b	63 500
	Crédit 10b	1 416 000
Total		2 984 245
Fonds destinés à mettre en œuvre le plan d'action pour le site du patrimoine mondial du parc national Wood Buffalo (poste horizontal)	Crédit 1b	2 100 786
Fonds destinés à mettre en œuvre de nouveaux objectifs de conservation marine du Canada (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 1b	1 421 786
	Crédit 10b	408 051
Total		1 829 837
Total des crédits à adopter		130 023 372

Total des crédits législatifs	5 601 420
Total des dépenses budgétaires	135 624 792

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions à l'appui de la préservation de la nature	56 641 921	81 250 335	137 892 256
Contributions à l'appui de la prise de mesures sur la croissance propre et les changements climatiques	16 350 016	3 700 000	20 050 016

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	101 864 352	5 601 420	107 465 772

Ministère de l'Industrie

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b	Dépenses de fonctionnement	577 505 908	15 857 193	593 363 101
5	Dépenses en capital	50 195 849		50 195 849
10b	Subventions et contributions	3 805 788 189	18 331 345	3 808 694 534
Total des crédits		4 433 489 946	34 188 538	4 452 253 484
Total des postes législatifs		299 315 710	1 550 351	300 866 061
Total des dépenses budgétaires		4 732 805 656	35 738 889	4 753 119 545
Dépenses non budgétaires				
Crédits				
L15	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300 000		300 000
L20	Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500 000		500 000
Total des dépenses non budgétaires		800 000		800 000

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés au Programme canadien d'adoption du numérique (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	15 857 193
	Crédit 10b	6 042 000
Total		21 899 193

Fonds destinés au Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	Crédit 10b	12 289 345
--	------------	-------------------

Total des crédits à adopter

34 188 538

Total des crédits législatifs

1 550 351

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert du ministère de l'Industrie au ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien afin de permettre à la Vaccine and Infectious Disease Organization de soutenir les essais cliniques et la modernisation des immobilisations dans le domaine des maladies infectieuses	Crédit 10b	(15 425 000)
--	------------	---------------------

Total des transferts

(15 425 000)

Total des dépenses budgétaires

20 313 889

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions au Programme canadien d'adoption du numérique : Volet 2	5 000 000	5 000 000
Contributions			
Contributions en vertu du Fonds d'infrastructures vertes pour les établissements postsecondaires	12 289 345	12 289 345
Contributions au Programme canadien d'adoption du numérique : Volet 2	1 042 000	1 042 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	70 117 922	1 550 351	71 668 273

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b	Dépenses de fonctionnement	1 342 391 814	..... 161 807 300	1 504 199 114
5b	Dépenses en capital	40 371 659	..... 2 103 044	42 474 703
10b	Subventions et contributions	1 690 568 408	..... 170 226 858	1 860 795 266
Total des crédits		3 073 331 881	..... 334 137 202	3 407 469 083
Total des postes législatifs		252 921 555	..... 16 134 772	269 056 327
Total des dépenses budgétaires		3 326 253 436	..... 350 271 974	3 676 525 410

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à l'évacuation, à l'immigration et à la réinstallation de ressortissants afghans au Canada	Crédit 1b	69 877 335
	Crédit 5b	558 344
	Crédit 10b	96 225 752
Total		166 661 431
Fonds destinés au Plan des niveaux d'immigration 2021-2023	Crédit 1b	65 796 909
	Crédit 10b	74 001 106
Total		139 798 015
Fonds destinés à maintenir et à améliorer les services à la clientèle (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	17 997 177
Fonds destinés à protéger les personnes contre les consultants en immigration et en citoyenneté sans scrupule et malhonnêtes	Crédit 1b	3 524 969
	Crédit 5b	1 544 700
Total		5 069 669
Fonds destinés à stabiliser le Système mondial de gestion des cas en vue de la future transformation de la plateforme numérique	Crédit 1b	4 610 910
Total des crédits à adopter		334 137 202
Total des crédits législatifs		16 134 772
Transferts		
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (3 000 000 \$) à la Subvention pour le Programme de renforcement des capacités en matière de migration internationale	Crédit 10b	.....
Total des transferts		.....
Total des dépenses budgétaires		350 271 974

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subvention pour le Programme d'aide à la réinstallation des réfugiés	21 374 855	11 116 930	32 491 785
Subvention pour le Programme de renforcement des capacités en matière de migration internationale	3 750 000	3 000 000	6 750 000
Contributions			
Aide à la réinstallation	124 328 063	123 109 056	247 437 119
Programme d'établissement	845 645 490	33 000 872	878 646 362

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	85 445 770	16 134 772	101 580 542

Ministère de la Défense nationale

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b	Dépenses de fonctionnement	17 271 366 701	577 991 293	17 849 357 994
5b	Dépenses en capital	5 695 650 677	2 462 813	5 698 113 490
10b	Subventions et contributions	247 181 598	63 900 000	311 081 598
15	Paiements liés au régime d'assurance-invalidité de longue durée et d'assurance-vie pour les membres des Forces canadiennes	423 388 673	.....	423 388 673
Total des crédits		23 637 587 649	644 354 106	24 281 941 755
Total des postes législatifs		1 479 426 075	125 125 610	1 604 551 685
Total des dépenses budgétaires		25 117 013 724	769 479 716	25 886 493 440

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à l'augmentation de salaire des membres des Forces canadiennes	Crédit 1b	327 749 145
Fonds destinés à l'entente de règlement définitive concernant des recours collectifs Heyder et Beattie (poste horizontal)	Crédit 1b	250 242 148
	Crédit 5b	2 462 813
Total		252 704 961
Fonds destinés à l'augmentation des contributions à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord	Crédit 10b	63 900 000
Total des crédits à adopter		644 354 106
Total des crédits législatifs		125 125 610
Total des dépenses budgétaires		769 479 716

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Programme de contributions à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord : Budget militaire de l'OTAN (Programmes de l'OTAN)	130 676 000	32 600 000	163 276 000
Programme de contributions à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord : Programme de l'OTAN d'investissement au service de la sécurité (Programmes de l'OTAN)	26 538 408	31 300 000	57 838 408

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Membres militaires	1 160 201 540	124 544 674	1 284 746 214
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	317 406 035	580 936	317 986 971

Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements (dollars)		
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1b	Dépenses de fonctionnement	45 771 133	4 114 346	1	49 885 480
5b	Subventions et contributions	415 023 673	15 425 000	.....	430 448 673
Total des crédits		460 794 806	19 539 346	1	480 334 153
Total des postes législatifs		5 332 680	.....	.....	5 332 680
Total des dépenses budgétaires		466 127 486	19 539 346	1	485 666 833

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à autoriser l'inclusion et le rajustement d'une autorisation intégrée au libellé d'un crédit	Crédit 1b	1
---	-----------	----------

Total des crédits à adopter

1

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de l'Industrie au ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien afin de permettre à la Vaccine and Infectious Disease Organization de soutenir les essais cliniques et la modernisation des immobilisations dans le domaine des maladies infectieuses	Crédit 5b	15 425 000
--	-----------	-------------------

Transfert de l'Agence de développement économique du Pacifique Canada au ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien pour appuyer la nouvelle structure organisationnelle découlant de changements apportés à l'appareil gouvernemental	Crédit 1b	4 114 346
---	-----------	------------------

Total des transferts

19 539 346

Total des dépenses budgétaires

19 539 347

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	276 350 781	15 425 000	291 775 781

Ministère de la Santé

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	1 343 499 587	.....	83 400 181	1 426 899 768
5a Dépenses en capital	20 272 418	.....	.....	20 272 418
10b Subventions et contributions	3 374 406 742	.....	96 517 786	3 470 924 528
Total des crédits	4 738 178 747	.....	179 917 967	4 918 096 714
Total des postes législatifs	185 311 761	.....	1 032 157	186 343 918
Total des dépenses budgétaires	4 923 490 508	.....	180 950 124	5 104 440 632

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à améliorer le soutien et les services offerts dans le domaine de la santé mentale (COVID-19) (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	80 233 809
Fonds destinés à aborder la crise des surdoses d'opioïdes et la consommation problématique de substances (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	2 744 987
	Crédit 10b	54 213 062
Total		56 958 049
Fonds destinés au soutien aux approches novatrices de dépistage de la COVID-19 (COVID-19)	Crédit 10b	22 500 000
Fonds destinés à rendre l'information et les services de soins de santé sexuelle et génésique plus accessibles (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	321 385
	Crédit 10b	14 554 724
Total		14 876 109
Fonds destinés aux investissements dans les soins de longue durée (COVID-19)	Crédit 10b	4 650 000
Fonds destinés au programme Solutions innovatrices Canada	Crédit 1b	100 000
	Crédit 10b	600 000
Total		700 000
Total des crédits à adopter		179 917 967
Total des crédits législatifs		1 032 157
Total des dépenses budgétaires		180 950 124

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Solutions innovatrices Canada	1 400 000	600 000	2 000 000
Contributions			
Programme sur l'usage et les dépendances aux substances	115 226 457	54 213 062	169 439 519
Programme de paiements de transfert des Accords sur la relance sécuritaire liés à la COVID-19	183 047 024	22 500 000	205 547 024
Programme des politiques et des stratégies en matière de soins de santé	47 987 703	14 554 724	62 542 427
Contribution au financement pour améliorer la qualité des soins de santé et la sécurité des patients	26 300 000	4 650 000	30 950 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	133 758 370	1 032 157	134 790 527

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	200 426 284	.....	5 202 450	205 628 734
5b Subventions et contributions	928 170 860	.....	98 200 000	1 026 370 860
Total des crédits	1 128 597 144	.....	103 402 450	1 231 999 594
Total des postes législatifs	17 414 229	.....	635 039	18 049 268
Total des dépenses budgétaires	1 146 011 373	.....	104 037 489	1 250 048 862

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à créer une main d'œuvre humanitaire en réaction à la pandémie et à d'autres urgences à grande échelle (COVID-19)	Crédit 1b	651 895
	Crédit 5b	83 200 000

Total 83 851 895

Financement destiné à mettre sur pied le Fonds pour bâtir des communautés sécuritaires	Crédit 1b	2 150 555
	Crédit 5b	15 000 000

Total 17 150 555

Fonds destinés aux programmes de publicité du gouvernement (poste horizontal)	Crédit 1b	2 400 000
---	-----------	------------------

Total des crédits à adopter 103 402 450

Total des crédits législatifs 635 039

Total des dépenses budgétaires 104 037 489

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Appuyer une main-d'œuvre humanitaire pour répondre à la COVID-19 et à d'autres urgences de grande envergure	83 200 000	83 200 000
Fonds pour bâtir des communautés sécuritaires	15 000 000	15 000 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	17 323 729	635 039	17 958 768

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b	Dépenses de fonctionnement	1 962 316 817	..... 2 483 049	1 964 799 866
5	Dépenses en capital	143 551 127	.....	143 551 127
10b	Subventions et contributions	4 350 879 707	..... 681 000 000	5 031 879 707
15	Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions	85 473 000	.....	85 473 000
20	Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , paiements aux institutions financières internationales – Paiements directs	1	.....	1
Total des crédits		6 542 220 652	..... 683 483 049	7 225 703 701
Total des postes législatifs		377 282 685	..... 272 323	377 555 008
Total des dépenses budgétaires		6 919 503 337	..... 683 755 372	7 603 258 709
Dépenses non budgétaires				
Crédits				
L25b	Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , paiements aux institutions financières internationales – Souscription au capital	1	..... 1	2
L30	Prêts – <i>Loi sur l'aide financière internationale</i>	154 000 000	.....	154 000 000
Total des crédits		154 000 001	..... 1	154 000 002
Total des postes législatifs		49 435 453	..... 98 166 778	147 602 231
Total des dépenses non budgétaires		203 435 454	..... 98 166 779	301 602 233

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à favoriser l'accès des pays en développement aux vaccins, aux traitements et aux outils diagnostiques (COVID-19) (budget fédéral de 2021)	Crédit 10b	375 000 000
Fonds destinés à favoriser la reprise et la résilience des pays en développement (budget fédéral de 2021)	Crédit 10b	165 000 000
Financement destiné au Fonds pour les priorités stratégiques pour l'aide internationale	Crédit 10b	75 000 000

Fonds destinés à répondre à la crise des Rohingyas au Myanmar et Bangladesh (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	2 483 049
	Crédit 10b	66 000 000
Total		68 483 049
Total des crédits à adopter		683 483 049
Total des crédits législatifs		272 323
Transferts		
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (32 200 000 \$) aux Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation des partenariats avec les Canadiens	Crédit 10b	.....
Total des transferts		.....
Total des dépenses budgétaires		683 755 372
Dépenses non budgétaires		
Crédits à adopter		
Fonds destinés à autoriser l'inclusion et le rajustement d'une autorisation intégrée au libellé d'un crédit	Crédit L25b	1
Total des crédits à adopter		1
Total des crédits législatifs		98 166 778
Total des dépenses non budgétaires		98 166 779

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation multilatérale	2 380 409 084	666 900 000	3 047 309 084
Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation des partenariats avec les Canadiens	38 900 001	32 200 000	71 100 001
Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation bilatérale visant des régions ou des pays donnés	7 867 760	3 500 000	11 367 760
Subventions à l'appui du Programme pour la stabilisation et les opérations de paix	96 915 503	2 000 000	98 915 503
Contributions			
Contributions du programme d'aide au développement international pour la programmation bilatérale visant des régions ou pays donnés	486 189 887	5 600 000	491 789 887
Contributions à l'appui du Programme pour la stabilisation et les opérations de paix	36 950 000	3 000 000	39 950 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	118 749 437	272 323	119 021 760
Non budgétaire			
Paiements aux institutions financières internationales – Souscription au capital	49 435 453	98 166 778	147 602 231

Ministère des Anciens Combattants

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	1 309 160 806	(400 000)	14 216 193	1 322 976 999
5b Subventions et contributions	4 944 822 846	400 000	5 000 000	4 950 222 846
Total des crédits	6 253 983 652	.....	19 216 193	6 273 199 845
Total des postes législatifs	44 022 283	.....	181 237	44 203 520
Total des dépenses budgétaires	6 298 005 935	.....	19 397 430	6 317 403 365

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à l'entente de règlement définitif du recours collectif Solkin	Crédit 1b	13 500 000
Financement destiné au Fonds pour le bien-être des vétérans et de leur famille (budget fédéral de 2021)	Crédit 5b	5 000 000
Fonds destinés à l'entente de règlement définitive concernant des recours collectifs Heyder et Beattie (poste horizontal)	Crédit 1b	716 193
Total des crédits à adopter		19 216 193
Total des crédits législatifs		181 237
Transferts		
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne à la subvention intitulée Fonds d'urgence pour les vétérans	Crédit 1b	(400 000)
	Crédit 5b	400 000
Total		.....
Total des transferts		.....
Total des dépenses budgétaires		19 397 430

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subvention pour les Fonds pour le bien-être des vétérans et de leur famille	2 000 000	5 000 000	7 000 000
Fonds d'urgence pour les vétérans	1 000 000	400 000	1 400 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <small>(dollars)</small>	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	43 734 783	181 237	43 916 020

Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements (dollars)		
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1a	Dépenses de fonctionnement	59 517 442	(5 530 979)	.....	53 986 463
5b	Subventions et contributions	164 119 122	5 530 979	1 592 064	171 242 165
Total des crédits		223 636 564	.....	1 592 064	225 228 628
Total des postes législatifs		5 995 045	.....	.....	5 995 045
Total des dépenses budgétaires		229 631 609	.....	1 592 064	231 223 673

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à faire avancer le plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le genre	Crédit 5b	1 592 064
--	-----------	------------------

Total des crédits à adopter

1 592 064

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne à faire avancer le plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le genre	Crédit 1a	(5 530 979)
	Crédit 5b	5 530 979

Total

.....

Total des transferts

.....

Total des dépenses budgétaires

1 592 064

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Programme de promotion de l'égalité des sexes, de l'orientation sexuelle, de l'identité et de l'expression de genre – Subventions pour appuyer le renforcement des capacités et le travail à l'échelle communautaire des organisations LGBTQ2 canadiennes	5 070 000	3 159 000	8 229 000
Programme de financement pour la lutte contre la violence fondée sur le sexe – Subventions pour les organismes, institutions et autres ordres de gouvernement canadiens afin d'améliorer les mesures de soutien et de créer des solutions globales à long terme pour les personnes survivantes à l'échelle nationale, régionale et locale	25 116 035	500 323	25 616 358
Contributions			
Programme de promotion de la femme – Contributions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne	27 618 499	54 672 764	82 291 263
Programme de promotion de l'égalité des sexes, de l'orientation sexuelle, de l'identité et de l'expression de genre – Contributions pour appuyer le renforcement des capacités et le travail à l'échelle communautaire des organisations LGBTQ2 canadiennes	1 430 000	891 000	2 321 000
Programme de financement pour la lutte contre la violence fondée sur le sexe – Contributions pour les organismes, institutions et autres ordres de gouvernement canadiens afin d'améliorer les mesures de soutien et de créer des solutions globales à long terme pour les personnes survivantes à l'échelle nationale, régionale et locale	7 084 010	215 116	7 299 126

Ministère des Finances

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b	Dépenses du programme	119 546 024	..... 14 710 172	134 256 196
5	Autorisation pour le montant de l'aide en paiements directs à l'Association internationale de développement conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>	1	.....	1
Total des crédits		119 546 025	..... 14 710 172	134 256 197
Total des postes législatifs		109 000 706 153	..... 143 063 000	109 143 769 153
Total des dépenses budgétaires		109 120 252 178	..... 157 773 172	109 278 025 350
Dépenses non budgétaires				
Crédits				
L10a	Autorisation d'établir le montant maximal payable pour l'achat d'actions de la Société financière internationale (paragraphe 8(2) de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>)	1	.....	1
L25b	Autorisation d'établir le montant maximal payable à l'Association internationale de développement pour fournir une aide financière (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8)	.....	..... 1	1
Total des crédits		1	..... 1	2
Total des postes législatifs		273 400 000	..... 2 711 709 000	2 985 109 000
Total des dépenses non budgétaires		273 400 001	..... 2 711 709 001	2 985 109 002

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à la mobilisation des Autochtones dans le cadre du projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain et du Programme d'aide financière aux participants connexe	Crédit 1b	9 675 436
Fonds destinés aux programmes de publicité du gouvernement (poste horizontal)	Crédit 1b	4 650 000
Fonds destinés à élaborer des stratégies axées sur l'assurance pour combler les lacunes générales dans la protection contre les catastrophes naturelles	Crédit 1b	384 736
Total des crédits à adopter		14 710 172
Total des crédits législatifs		143 063 000
Total des dépenses budgétaires		157 773 172

Dépenses non budgétaires

Crédits à adopter		
Fonds destinés à autoriser l'inclusion et le rajustement d'une autorisation intégrée au libellé d'un crédit	Crédit L25b	1
Total des crédits à adopter		1
Total des crédits législatifs		2 711 709 000
Total des dépenses non budgétaires		2 711 709 001

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Programme d'aide financière aux participants autochtones	9 594 133	9 594 133

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Paiement de péréquation compensatoire supplémentaire – Nouvelle-Écosse (<i>Loi sur les paiements de péréquation compensatoires supplémentaires à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador</i>)	130 063 000	130 063 000
Paiements à la Corporation commerciale canadienne	13 000 000	13 000 000
Non budgétaire			
Paiement à la Corporation de financement d'urgence d'entreprises du Canada pour l'achat d'actions en vertu de l'alinéa 60.2(2)(a) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> à l'appui du Crédit d'urgence pour les grands employeurs	2 350 000 000	2 350 000 000
Aide financière à l'Association internationale de développement (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes, article 8</i>)	361 709 000	361 709 000

Ministère des Pêches et des Océans

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b	Dépenses de fonctionnement	1 959 485 745	99 129 718	2 058 615 463
5b	Dépenses en capital	1 337 223 656	5 057 500	1 342 281 156
10b	Subventions et contributions	1 173 395 129	(14 511 963)	1 261 756 694
Total des crédits		4 470 104 530	(14 511 963)	4 662 653 313
Total des postes législatifs		168 380 284	9 755 869	178 136 153
Total des dépenses budgétaires		4 638 484 814	(14 511 963)	4 840 789 466

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à mettre en œuvre de nouveaux objectifs de conservation marine du Canada (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 1b	71 683 789
	Crédit 5b	2 257 500
	Crédit 10b	22 364 500
Total		96 305 789
Fonds destinés à conserver les terres et les eaux douces du Canada, à protéger les espèces, à faire progresser la réconciliation avec les peuples autochtones et à accroître l'accès à la nature (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 1b	20 201 437
	Crédit 5b	2 800 000
	Crédit 10b	19 236 600
Total		42 238 037
Financement destiné au Fonds des pêches du Québec et au Fonds de restauration et d'innovation pour le saumon de la Colombie-Britannique	Crédit 10b	19 511 912
Fonds destinés au Programme pour la participation autochtone sur les habitats	Crédit 10b	10 600 000
Fonds destinés à prévenir les impacts des engins fantômes sur les espèces aquatiques en péril (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	1 725 552
	Crédit 10b	8 048 800
Total		9 774 352
Fonds destinés à renforcer la protection de l'environnement et à répondre aux préoccupations soulevées par les groupes autochtones au sujet du projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain	Crédit 10b	9 709 599
Fonds pour avancer la réconciliation concernant les enjeux de droits ancestraux et des pêches	Crédit 1b	1 270 674
	Crédit 10b	6 887 039
Total		8 157 713

Fonds destinés à renouveler et à promouvoir les mesures d'appui aux technologies propres (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	708 950
	Crédit 10b	4 015 949
Total		4 724 899
Fonds destinés à l'Initiative de la stratégie du saumon du Pacifique (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	2 940 412
	Crédit 10b	174 200
Total		3 114 612
Fonds destinés à l'Initiative des pêches commerciales intégrées du Pacifique	Crédit 10b	2 324 929
Fonds destinés à faire progresser les travaux de définition du projet de brise-glace polaire au chantier naval de Vancouver Shipyards	Crédit 1b	598 904
Total des crédits à adopter		207 060 746
Total des crédits législatifs		9 755 869
Transferts		
Transferts à d'autres organisations		
Transfert du ministère des Pêches et des Océans au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour aider la Première Nation Heiltsuk à mettre en œuvre le volet des pêches de l'Accord progressif Haïléistut du poteau de maison	Crédit 10b	(1 411 963)
Transfert du ministère des Pêches et des Océans au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour l'Accord de réconciliation des Innus du Labrador	Crédit 10b	(13 100 000)
Total des transferts		(14 511 963)
Total des dépenses budgétaires		202 304 652

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions pour la participation des Autochtones à la consultation liée aux décisions en matière de poisson et d'habitat du poisson	3 330 000	1 600 000	4 930 000
Contributions			
Contributions à l'appui des espèces et l'habitat aquatiques	137 577 507	48 710 699	186 288 206
Contributions à l'appui de la gestion durable des pêches du Canada	4 127 354	22 064 749	26 192 103
Contributions à l'appui du cadre de gestion intégrée pour les programmes du secteur des produits de la pêche	97 939 367	19 511 912	117 451 279
Contributions à l'appui du cadre de gestion intégrée pour les programmes de contributions Autochtones	103 464 037	4 099 129	107 563 166

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	168 289 784	9 755 869	178 045 653

Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	2 517 839 514	.....	225 576 139	2 743 415 653
5a Dépenses en capital	1 944 416	.....	.....	1 944 416
10b Subventions et contributions	3 226 938 761	22 182 793	785 122 985	4 034 244 539
25a Remise de dette	515 307	.....	.....	515 307
Total des crédits	5 747 237 998	22 182 793	1 010 699 124	6 780 119 915
Total des postes législatifs	30 147 476	.....	1 892 867	32 040 343
Total des dépenses budgétaires	5 777 385 474	22 182 793	1 012 591 991	6 812 160 258
Dépenses non budgétaires				
Crédits				
L15 Prêts à des revendicateurs autochtones	25 903 000	.....	.....	25 903 000
Total des dépenses non budgétaires	25 903 000	.....	.....	25 903 000

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Financement destiné au Fonds de règlement des revendications particulières	Crédit 10b	412 182 935
Fonds destinés aux infrastructures dans les communautés autochtones (budget fédéral de 2021) (poste horizontal) (ce poste a reçu des fonds du crédit 5 du Conseil du Trésor - Dépenses éventuelles du gouvernement)	Crédit 1b	2 986 077
	Crédit 10b	227 806 296
Total		230 792 373
Fonds destinés au règlement partiel du litige Gottfriedson (élèves externes des pensionnats indiens) et au soutien de la gestion des litiges relatifs aux réclamations des Autochtones pour des expériences vécues dans l'enfance	Crédit 1b	212 212 619
Fonds destinés à l'Administration financière des Premières Nations (budget fédéral de 2021)	Crédit 10b	33 414 084
Fonds destinés à la mise en œuvre de la Voie fédérale de lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 1b	3 620 243
	Crédit 10b	28 359 345
Total		31 979 588
Fonds destinés à appuyer les priorités du Yukon en matière de changements climatiques (budget fédéral de 2021)	Crédit 10b	25 000 000
Fonds destinés à la mise en œuvre de la loi sur les services à l'enfance et à la famille de la Première nation de Cowessess, la <i>Miyo Pimatisowin Act</i> (ce poste a reçu des fonds du crédit 5 du Conseil du Conseil du Trésor - Dépenses éventuelles du gouvernement)	Crédit 10b	22 329 732

Fonds destinés aux projets d'hydroélectricité et d'interconnexion des réseaux électriques dans le Nord (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	440 839
	Crédit 10b	12 940 000
Total		13 380 839
Fonds destinés au programme Nutrition Nord Canada	Crédit 10b	10 299 975
Fonds destinés à respecter les obligations de mise en œuvre du Canada issues des ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale et des ententes sectorielles au Yukon, en Colombie-Britannique, au Québec et dans les provinces atlantiques	Crédit 1b	112 800
	Crédit 10b	7 090 618
Total		7 203 418
Fonds destinés à la transition des communautés autochtones dépendantes du diesel vers l'énergie propre (poste horizontal)	Crédit 1b	248 051
	Crédit 10b	5 700 000
Total		5 948 051
Fonds destinés au règlement partiel du litige Gottfriedson (élèves externes des pensionnats indiens) et au soutien de la gestion des litiges avec les peuples autochtones concernant les revendications pour des expériences vécues dans l'enfance (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	2 995 236
Fonds destinés à la mise en œuvre de la <i>Loi concernant les enfants, les jeunes et les familles des Premières nations, des Inuits et des Métis</i> (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	2 960 274
Total des crédits à adopter		1 010 699 124
Total des crédits législatifs		1 892 867
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert du ministère des Pêches et des Océans au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour l'Accord de réconciliation des Innus du Labrador	Crédit 10b	13 100 000
Transfert du ministère de l'Emploi et du Développement social au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour soutenir le Programme de formation pour les compétences et l'emploi destiné aux Autochtones	Crédit 10b	6 034 801
Transfert du ministère de l'Emploi et du Développement social au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour le soutien au cadre d'apprentissage et de garde des jeunes enfants autochtones	Crédit 10b	1 636 029
Transfert du ministère des Pêches et des Océans au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour aider la Première Nation Heiltsuk à mettre en œuvre le volet des pêches de l'Accord progressif Haïlcistut du poteau de maison	Crédit 10b	1 411 963
Total des transferts		22 182 793
Total des dépenses budgétaires		1 034 774 784

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions aux Premières Nations pour le règlement de revendications particulières négocié par le Canada ou imposé par le Tribunal des revendications particulières, et aux groupes autochtones pour le règlement des revendications spéciales	1 175 343 635	412 182 935	1 587 526 570
Subventions pour la mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale et autres ententes visant à régler les droits découlant de l'article 35	1 007 900 141	263 224 664	1 271 124 805
Subventions pour promouvoir le développement social et politique dans le Nord et pour les habitants du Nord	. . . . .	25 000 000	25 000 000
Subvention à la Nation Métisse de la Colombie-Britannique provenant du Fonds d'infrastructure aux communautés autochtones	. . . . .	2 693 904	2 693 904
Subvention accordée à l'Administration financière des Premières Nations en vertu de la <i>Loi sur la gestion financière des Premières Nations</i>	500 000	500 000	1 000 000
Contributions			
Contributions servant à la prestation de services publics dans le cadre des programmes de Soutien aux gouvernements indiens et à l'établissement de systèmes solides de gouvernance, d'administration et de responsabilisation	32 072 997	32 914 084	64 987 081
Contributions visant à soutenir la création et la revitalisation d'espaces culturels dans les communautés autochtones	. . . . .	20 000 000	20 000 000
Contributions pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles du Nord, ainsi que le développement scientifique des peuples autochtones et du Nord	126 486 336	18 640 000	145 126 336
Contributions pour appuyer l'accès aux aliments sains dans les collectivités isolées du Nord	128 072 989	10 299 975	138 372 964
Programme de contributions de l'interlocuteur fédéral	49 741 952	6 772 000	56 513 952
Contributions pour appuyer la négociation et la mise en œuvre d'ententes ou d'initiatives de traités, de revendications et d'autonomie gouvernementale	289 901 143	4 490 871	294 392 014
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	9 300 468	3 101 223	12 401 691
Contributions pour promouvoir le développement social et politique dans le Nord et pour les résidents du Nord	8 155 341	3 000 000	11 155 341
Contributions pour le bien-être des familles et des survivantes et survivants des femmes, des filles et des personnes 2ELGBTQIA+ autochtones disparues et assassinées	. . . . .	2 486 122	2 486 122
Contributions pour appuyer la capacité organisationnelle de base des organismes représentant les Autochtones	24 777 716	2 000 000	26 777 716

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Budgétaire		(dollars)	
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	23 959 770	1 892 867	25 852 637

Ministère des Ressources naturelles

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	744 838 795	.....	30 074 019	774 912 814
5b Dépenses en capital	15 729 934	.....	10 938 534	26 668 468
10b Subventions et contributions	1 581 070 350	.....	28 493 653	1 609 564 003
Total des crédits	2 341 639 079	.....	69 506 206	2 411 145 285
Total des postes législatifs	277 442 870	.....	1 878 925	279 321 795
Total des dépenses budgétaires	2 619 081 949	.....	71 385 131	2 690 467 080

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à la transition des communautés autochtones dépendantes du diesel vers l'énergie propre (poste horizontal)	Crédit 1b	22 126
	Crédit 10b	23 610 735
Total		23 632 861
Fonds destinés à améliorer l'état de préparation et la capacité d'intervention en cas de feux de forêts et d'inondation (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	12 766 406
	Crédit 5b	400 000
	Crédit 10b	1 030 000
Total		14 196 406
Fonds destinés à établir les chaînes de valeur responsables pour les minéraux critiques essentiels du Canada (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	8 145 175
	Crédit 5b	2 175 000
Total		10 320 175
Fonds destinés au Programme du plateau continental polaire (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	7 327 633
	Crédit 5b	1 919 940
Total		9 247 573
Fonds destinés à revoir l'infrastructure de réception de données canadienne pour le Réseau d'observation de la Terre depuis l'espace (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	1 262 679
	Crédit 5b	3 843 594
Total		5 106 273
Fonds destinés à l'Initiative Impact Canada	Crédit 10b	3 549 668
Fonds destinés au système d'alerte sismique précoce	Crédit 5b	2 600 000

Fonds destinés au programme Solutions innovatrices Canada	Crédit 1b	550 000
	Crédit 10b	303 250
Total		853 250
Total des crédits à adopter		69 506 206
Total des crédits législatifs		1 878 925
Transferts		
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne des Subventions pour appuyer les technologies de récupération en cas de déversement d'hydrocarbures sous le programme intitulé Incitatifs pour le développement de technologies de récupération en cas de déversement d'hydrocarbures (1 000 000 \$) aux Subventions à l'appui de la sensibilisation et de l'engagement, de l'efficacité énergétique et de l'innovation énergétique	Crédit 10b	.....
Total des transferts		.....
Total des dépenses budgétaires		71 385 131

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions pour appuyer l'énergie propre pour les collectivités rurales et éloignées	.....	12 600 000	12 600 000
Subventions pour appuyer les défis des technologies propres	22 959 734	2 806 590	25 766 324
Subventions à l'appui du Centre Interservices des feux de forêt du Canada	.....	1 000 000	1 000 000
Subventions à l'appui de la sensibilisation et de l'engagement, de l'efficacité énergétique et de l'innovation énergétique	3 563 333	1 000 000	4 563 333
Subventions à l'appui de Solutions innovatrices Canada	1 980 000	303 250	2 283 250
Contributions			
Contributions pour appuyer l'énergie propre pour les collectivités rurales et éloignées	55 861 965	11 010 735	66 872 700
Contributions pour appuyer les défis des technologies propres	908 288	743 078	1 651 366
Contributions à l'appui de l'engagement des Autochtones sur la cartographie des risques d'incendie de forêt dans la communauté	.....	30 000	30 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	62 407 873	981 786	63 389 659
Paiements visant à appuyer la lutte contre les changements climatiques (Programme à l'intention des gestionnaires de l'énergie et programme Énergie propre pour les collectivités rurales et éloignées) <i>(Loi no 1 d'exécution du budget de 2019 [L.C. 2019, ch. 29])</i>	. . . . .	897 139	897 139

Ministère des Services aux Autochtones

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b	Dépenses de fonctionnement	3 500 841 776	..... 336 848 403	3 837 690 179
5b	Dépenses en capital	38 693 903	..... 40 000	38 733 903
10b	Subventions et contributions	15 276 153 060	..... 1 734 582 743	17 010 735 803
Total des crédits		18 815 688 739	..... 2 071 471 146	20 887 159 885
Total des postes législatifs		158 962 414	..... 7 792 768	166 755 182
Total des dépenses budgétaires		18 974 651 153	..... 2 079 263 914	21 053 915 067

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés aux infrastructures dans les communautés autochtones (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 1b	15 393 337
	Crédit 10b	479 005 614
Total		494 398 951
Fonds destinés aux services à l'enfance et à la famille	Crédit 10b	361 347 139
Fonds destinés aux services de santé non assurés pour les Premières Nations et les Inuits (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	275 913 485
	Crédit 10b	56 533 349
Total		332 446 834
Fonds destinés à fournir de l'aide au revenu et des services de gestion de cas et de soutien pré-emploi aux personnes et aux familles vivant dans les réserves (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	1 285 330
	Crédit 10b	307 434 895
Total		308 720 225
Fonds destinés à la poursuite de la mise en œuvre du principe de Jordan	Crédit 1b	11 200 963
	Crédit 10b	136 984 303
Total		148 185 266
Fonds destinés aux améliorations du financement de base de l'éducation primaire et secondaire (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	912 625
	Crédit 10b	106 844 330
Total		107 756 955
Fonds destinés à améliorer les résultats en matière de santé dans les communautés autochtones (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	20 530 992
	Crédit 10b	64 834 869
Total		85 365 861

Fonds destinés aux soins de soutien dans les communautés autochtones (COVID-19)	Crédit 1b	697 346
	Crédit 5b	40 000
	Crédit 10b	63 012 274
Total		63 749 620
Fonds destinés à soutenir la mise en œuvre de la <i>Loi concernant les enfants, les jeunes et les familles des Premières Nations, des Inuits et des Métis</i> et la réforme en cours du programme des Services à l'enfance et à la famille autochtones	Crédit 1b	1 992 796
	Crédit 10b	52 514 278
Total		54 507 074
Financement destiné au Fonds de soutien aux communautés autochtones (COVID-19)	Crédit 10b	37 318 537
Fonds destinés aux services de santé non assurés pour les Premières Nations et les Inuits	Crédit 1b	3 372 306
	Crédit 10b	28 013 874
Total		31 386 180
Fonds destinés à rembourser les Premières Nations et les fournisseurs de services de gestion des urgences pour les activités d'intervention et de rétablissement dans les réserves	Crédit 10b	24 656 728
Fonds destinés à soutenir les entreprises dirigées par des Autochtones (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	379 396
	Crédit 10b	14 897 205
Total		15 276 601
Fonds destinés à maintenir les obligations légales du Canada en vertu de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens	Crédit 1b	5 169 827
Fonds destinés à appuyer le Plan de gestion des risques d'inondation du Canada	Crédit 10b	782 250
Fonds destinés à favoriser une relance sécuritaire dans les communautés autochtones (COVID-19)	Crédit 10b	403 098
Total des crédits à adopter		2 071 471 146
Total des crédits législatifs		7 792 768
Transferts		
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne provenant des contributions (6 360 000 \$) aux subventions à l'appui du règlement des revendications de l'opération Retour au foyer	Crédit 10b	.....
Total des transferts		.....
Total des dépenses budgétaires		2 079 263 914

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions pour les règlements des revendications de l'Opération retour au foyer	.....	6 360 000	6 360 000
Contributions			
Contributions pour appuyer la construction et l'entretien des infrastructures communautaires	2 347 331 138	452 794 194	2 800 125 332
Contributions visant à offrir des services de protection et de prévention aux enfants et aux familles	484 800 040	361 347 139	846 147 179
Contributions visant à fournir un soutien au revenu aux personnes qui habitent dans les réserves indiennes et aux Indiens inscrits du territoire du Yukon	931 172 871	340 175 993	1 271 348 864
Contributions aux soins de santé primaires des Premières Nations et des Inuits	2 007 740 623	164 219 373	2 171 959 996
Contributions pour favoriser l'essor du régime d'éducation primaire et secondaire des Premières Nations	2 160 524 908	106 844 330	2 267 369 238
Contributions aux prestations supplémentaires en santé des Premières Nations et des Inuits	328 069 838	84 547 223	412 617 061
Contributions au soutien à l'infrastructure de la santé des Premières Nations et des Inuits	913 764 917	82 675 493	996 440 410
Contributions pour appuyer la gestion des urgences dans le cadre des activités dans les réserves	542 994 272	62 757 515	605 751 787
Contributions visant à appuyer les Initiatives de bien-être communautaire et en matière de compétence à l'intention des enfants et des familles	565 649 958	52 514 278	618 164 236
Contributions pour appuyer la gestion des terres et le développement économique	421 313 642	14 897 205	436 210 847
Contributions à l'appui des Programmes urbains pour les peuples autochtones	384 303 051	5 450 000	389 753 051

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	94 054 410	7 792 768	101 847 178

Ministère du Patrimoine canadien

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	223 583 794	5 012 085	17 332 562	245 928 441
5b Subventions et contributions	1 706 093 538	(57 012 085)	160 150 040	1 809 231 493
Total des crédits	1 929 677 332	(52 000 000)	177 482 602	2 055 159 934
Total des postes législatifs	28 894 357	.....	611 266	29 505 623
Total des dépenses budgétaires	1 958 571 689	(52 000 000)	178 093 868	2 084 665 557

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à soutenir les artistes canadiens et le secteur de la musique devant public ainsi que le Canada en tant qu'invité d'honneur à la Foire du livre de Francfort 2021 (COVID-19) (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	7 110 874
	Crédit 5b	50 000 000
Total		57 110 874
Fonds destinés à la réconciliation avec les Autochtones et au renforcement des capacités des femmes et des filles autochtones par l'entremise des initiatives Sport au service du développement social et Le sport communautaire pour tous (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	251 880
	Crédit 5b	42 500 000
Total		42 751 880
Fonds destinés aux communautés autochtones pour se réappropriier, revitaliser, maintenir et renforcer les langues autochtones (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	1 502 291
	Crédit 5b	32 800 000
Total		34 302 291
Fonds destinés à soutenir les arts de la scène, les événements culturels, les célébrations et les commémorations (COVID-19) (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	38 792
	Crédit 5b	21 500 000
Total		21 538 792
Fonds destinés à la Fondation canadienne des relations raciales (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	6 000 000
Fonds destinés à favoriser l'accès numérique au patrimoine (COVID-19) (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	688 591
	Crédit 5b	4 000 000
Total		4 688 591
Fonds destinés au Programme d'accueil	Crédit 5b	4 350 040
Fonds destinés aux activités de commémoration associées aux pensionnats et à la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	1 292 214
	Crédit 5b	2 250 000
Total		3 542 214

Fonds destinés à une commémoration améliorée de l'histoire et de l'héritage des pensionnats indiens et pour le monument national des pensionnats indiens	Crédit 1b	447 920
	Crédit 5b	2 750 000
Total		3 197 920
Total des crédits à adopter		177 482 602
Total des crédits législatifs		611 266
Transferts		
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne pour le Fonds de relance pour les secteurs des arts, de la culture, du patrimoine et du sport, et pour le Fonds de réouverture pour les activités et les expériences en personne	Crédit 1b	11 012 085
	Crédit 5b	(11 012 085)
Total		.....
Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (45 721 330 \$) aux diverses Subventions pour le Fonds de relance pour les secteurs des arts, de la culture, du patrimoine et du sport (ce poste a reçu des fonds du crédit 5 du Conseil du Trésor - Dépenses éventuelles du gouvernement)	Crédit 5b	.....
Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (50 848 156 \$) aux diverses Subventions pour le Fonds de réouverture pour les événements et les expériences en personne (ce poste a reçu des fonds du crédit 5 du Conseil du Trésor - Dépenses éventuelles du gouvernement)	Crédit 5b	.....
Transferts à d'autres organisations		
Transfert du ministère du Patrimoine canadien à la Fondation canadienne des relations raciales pour appliquer les mesures de lutte contre le racisme, dont la gestion d'activités visant à autonomiser les Canadiens racialisés et à aider les groupes communautaires à combattre le racisme sous toutes ses formes	Crédit 1b	(6 000 000)
Transfert du ministère du Patrimoine canadien à Téléfilm Canada pour le Fonds de relance pour les secteurs des arts, de la culture, du patrimoine et du sport	Crédit 5b	(16 000 000)
Transfert du ministère du Patrimoine canadien au Conseil des arts du Canada et à Téléfilm Canada pour le Fonds de réouverture pour les activités et les expériences en personne	Crédit 5b	(30 000 000)
Total des transferts		(52 000 000)
Total des dépenses budgétaires		126 093 868

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions en vertu du Programme d'aide aux musées	4 663 680	42 800 000	47 463 680
Subventions pour le Fonds du Canada pour les périodiques	72 775 054	31 500 000	104 275 054
Subventions à l'appui du Programme des langues et cultures autochtones	33 750 000	14 400 000	48 150 000
Subventions pour le Fonds du Canada pour les espaces culturels	7 000 000	12 000 000	19 000 000
Subventions à l'appui du Programme des célébrations et commémorations	8 000 000	10 000 000	18 000 000
Subventions pour le Fonds du Canada pour la présentation des arts	58 517 204	10 000 000	68 517 204
Subventions au Fonds du livre du Canada	38 500 000	6 400 000	44 900 000
Subventions pour financer le programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine	29 026 641	5 652 156	34 678 797
Subventions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle	60 742 973	3 168 000	63 910 973
Subventions pour le Fonds du Canada pour l'investissement en culture	20 000 000	49 330	20 049 330
Contributions			
Contributions au Programme de soutien au sport	179 697 679	73 057 806	252 755 485
Contributions au Fonds de la musique du Canada	51 399 231	50 000 000	101 399 231
Contributions à l'appui du Programme des langues et cultures autochtones	54 121 221	18 400 000	72 521 221
Contributions au Programme d'accueil	21 565 247	17 350 040	38 915 287
Contribution au Harbourfront Centre	6 500 000	15 000 000	21 500 000
Contributions pour soutenir le Fonds des médias du Canada	134 146 077	12 807 762	146 953 839
Contributions pour le Fonds du Canada pour les espaces culturels	47 168 717	9 000 000	56 168 717
Contributions à l'appui de l'Initiative de journalisme local	10 000 000	5 000 000	15 000 000
Contributions pour le Fonds du Canada pour la formation dans le secteur des arts	22 779 440	5 000 000	27 779 440
Contributions pour financer le programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine	100 000	3 000 000	3 100 000
Contributions à l'appui du Programme des célébrations et commémorations	2 494 367	1 500 000	3 994 367
Contributions à l'appui du Programme Exportation Créative Canada	7 000 000	1 500 000	8 500 000
Contributions pour le Fonds du Canada pour l'investissement en culture	1 972 205	1 450 670	3 422 875
Contributions en vertu du Programme d'aide aux musées	23 076 284	1 000 000	24 076 284
Contributions pour le Fonds du Canada pour la présentation des arts	1 227 742	942 194	2 169 936
Contributions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle	244 991 079	372 000	245 363 079

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Budgétaire		(dollars)	
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	26 786 857	611 266	27 398 123

Musée canadien de l'histoire

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	72 768 111	.....	11 812 000	84 580 111
Total des dépenses budgétaires	72 768 111	.....	11 812 000	84 580 111

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à soutenir les musées nationaux (COVID-19) (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 1b	11 812 000
---	-----------	-------------------

Total des crédits à adopter

11 812 000

Total des dépenses budgétaires

11 812 000

Musée canadien de l'immigration du Quai 21

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	8 111 694	.....	1 435 000	9 546 694
Total des dépenses budgétaires	8 111 694	.....	1 435 000	9 546 694

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à soutenir les musées nationaux (COVID-19) (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 1b	1 435 000
---	-----------	------------------

Total des crédits à adopter

1 435 000

Total des dépenses budgétaires

1 435 000

Musée canadien de la nature

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	27 687 206	.....	8 000 000	35 687 206
Total des dépenses budgétaires	27 687 206	.....	8 000 000	35 687 206

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à soutenir les musées nationaux (COVID-19) (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 1b	8 000 000
---	-----------	------------------

Total des crédits à adopter

8 000 000

Total des dépenses budgétaires

8 000 000

Musée canadien des droits de la personne

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	25 436 716	.....	3 900 000	29 336 716
Total des dépenses budgétaires	25 436 716	.....	3 900 000	29 336 716

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires			
Crédits à adopter			
Fonds destinés à soutenir les musées nationaux (COVID-19) (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)		Crédit 1b	3 900 000
Total des crédits à adopter			3 900 000
Total des dépenses budgétaires			3 900 000

Musée des beaux-arts du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	37 756 671	.....	6 200 000	43 956 671
5 Paiements au Musée à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection du Musée et des frais connexes	8 000 000	.....	.....	8 000 000
Total des dépenses budgétaires	45 756 671	.....	6 200 000	51 956 671

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à soutenir les musées nationaux (COVID-19) (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 1b	6 200 000
---	-----------	------------------

Total des crédits à adopter

6 200 000

Total des dépenses budgétaires

6 200 000

Musée national des sciences et de la technologie

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Paiements au Musée à l'égard des dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	28 514 196	.....	14 603 000	43 117 196
Total des dépenses budgétaires	28 514 196	.....	14 603 000	43 117 196

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires			
Crédits à adopter			
Fonds destinés à soutenir les musées nationaux (COVID-19) (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)		Crédit 1b	14 603 000
Total des crédits à adopter			14 603 000
Total des dépenses budgétaires			14 603 000

Office des transports du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses du programme	36 830 214	.....	3 522 137	40 352 351
Total des crédits	36 830 214	.....	3 522 137	40 352 351
Total des postes législatifs	4 606 390	.....	.....	4 606 390
Total des dépenses budgétaires	41 436 604	.....	3 522 137	44 958 741

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à la stratégie d'adaptation de l'organisation

Crédit 1b

3 522 137

Total des crédits à adopter

3 522 137

Total des dépenses budgétaires

3 522 137

Office national du film

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses du programme	67 370 932	.....	5 087 000	72 457 932
Total des dépenses budgétaires	67 370 932	.....	5 087 000	72 457 932

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à répondre aux pressions financières immédiates (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	5 087 000
Total des crédits à adopter		5 087 000
Total des dépenses budgétaires		5 087 000

Régie canadienne de l'énergie

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses du programme	100 213 030	.....	1	100 213 031
Total des crédits	100 213 030	.....	1	100 213 031
Total des postes législatifs	10 771 018	.....	.....	10 771 018
Total des dépenses budgétaires	110 984 048	.....	1	110 984 049

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à autoriser l'inscription et le rajustement des subventions Crédit 1b 1

Total des crédits à adopter

1

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (100 000 \$) aux subventions pour le Programme d'aide financière aux participants Crédit 1b

Total des transferts

.....

Total des dépenses budgétaires

1

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Programme d'aide financière aux participants	750 000	100 001	850 001

Secrétariat du Conseil du Trésor

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b	Dépenses du programme	303 477 302	12 031 710	315 509 012
5	Dépenses éventuelles du gouvernement	623 616 117		623 616 117
10b	Initiatives pangouvernementales	102 109 181	82 437 110	184 546 291
15b	Rajustements à la rémunération		1 499 034 014	1 499 034 014
20	Assurances de la fonction publique	3 048 119 626		3 048 119 626
25a	Report du budget de fonctionnement	160 292 196		160 292 196
30	Besoins en matière de rémunération	600 000 000		600 000 000
35a	Report du budget des dépenses en capital	114 532 482		114 532 482
Total des crédits		4 952 146 904	1 593 502 834	6 545 649 738
Total des postes législatifs		35 327 336	2 076 840	37 404 176
Total des dépenses budgétaires		4 987 474 240	1 595 579 674	6 583 053 914

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés aux rajustements à la rémunération – virements aux ministères et aux organismes pour des rajustements salariaux négociés	Crédit 15b	1 499 034 014
Fonds destinés à la mise en œuvre de la Politique sur la vaccination contre la COVID-19 pour l'administration publique centrale, y compris la Gendarmerie royale du Canada (COVID-19)	Crédit 1b	3 460 000
	Crédit 10b	81 862 313
Total		85 322 313
Fonds destinés à faire progresser la classification des postes dans la fonction publique (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	3 779 440
Fonds destinés à renouveler le Bureau de l'accessibilité au sein de la fonction publique (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	2 482 190
Fonds destinés aux examens réglementaires et au comité consultatif externe sur la concurrence réglementaire (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	2 310 080
Financement destiné au Fonds pour la capacité réglementaire	Crédit 10b	574 797
Total des crédits à adopter		1 593 502 834
Total des crédits législatifs		2 076 840
Total des dépenses budgétaires		1 595 579 674

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	35 234 836	2 076 840	37 311 676

Service administratif des tribunaux judiciaires

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses du programme	88 301 782	.....	1 812 625	90 114 407
Total des crédits	88 301 782	.....	1 812 625	90 114 407
Total des postes législatifs	8 235 290	.....	.....	8 235 290
Total des dépenses budgétaires	96 537 072	.....	1 812 625	98 349 697

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés au Système de gestion des cours et du greffe	Crédit 1b	1 175 880
Fonds destinés à l'administration de la justice	Crédit 1b	636 745
Total des crédits à adopter		1 812 625
Total des dépenses budgétaires		1 812 625

Service correctionnel du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	2 456 269 511	.....	217 000 711	2 673 270 222
5 Dépenses en capital	227 456 685	.....	.....	227 456 685
Total des crédits	2 683 726 196	.....	217 000 711	2 900 726 907
Total des postes législatifs	246 528 108	.....	12 981 069	259 509 177
Total des dépenses budgétaires	2 930 254 304	.....	229 981 780	3 160 236 084

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à alléger les pressions liées à la pandémie (COVID-19) (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	139 291 885
Fonds liés aux recours collectifs	Crédit 1b	77 708 826
Total des crédits à adopter		217 000 711
Total des crédits législatifs		12 981 069
Total des dépenses budgétaires		229 981 780

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	244 246 204	12 981 069	257 227 273

Services partagés Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	1 799 866 819	40 000 000	20 330 329	1 860 197 148
5b Dépenses en capital	351 394 043	(40 000 000)	23 224 702	334 618 745
Total des crédits	2 151 260 862	.....	43 555 031	2 194 815 893
Total des postes législatifs	113 936 167	.....	407 943	114 344 110
Total des dépenses budgétaires	2 265 197 029	.....	43 962 974	2 309 160 003

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à améliorer la fiabilité et la sécurité des réseaux de technologie de l'information du gouvernement du Canada (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 1b	20 330 329
	Crédit 5b	23 224 702

Total

43 555 031

Total des crédits à adopter

43 555 031

Total des crédits législatifs

407 943

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne pour l'intégrité des programmes - projets essentiels à la mission	Crédit 1b	40 000 000
	Crédit 5b	(40 000 000)

Total

.....

Total des transferts

.....

Total des dépenses budgétaires

43 962 974

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	113 936 167	407 943	114 344 110

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Remboursement en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> et la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	5 059 370 370	.....	43 620 000	5 102 990 370
Total des dépenses budgétaires	5 059 370 370	.....	43 620 000	5 102 990 370
Dépenses non budgétaires				
Total des postes législatifs	3 209 467 541	.....	.....	3 209 467 541
Total des dépenses non budgétaires	3 209 467 541	.....	.....	3 209 467 541

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à l'initiative Financement de la construction de logements locatifs	Crédit 1b	43 620 000
Total des crédits à adopter		43 620 000
Total des dépenses budgétaires		43 620 000

Société du Centre national des Arts

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	39 220 409	.....	20 700 000	59 920 409
Total des dépenses budgétaires	39 220 409	.....	20 700 000	59 920 409

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à faire face aux pressions financières et à soutenir la reprise des activités dans le secteur des arts de la scène (COVID 19) (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	19 200 000
---	-----------	-------------------

Fonds destinés à la participation du Canada à l'Exposition universelle de Dubaï	Crédit 1b	1 500 000
---	-----------	------------------

Total des crédits à adopter		20 700 000
------------------------------------	--	-------------------

Total des dépenses budgétaires		20 700 000
---------------------------------------	--	-------------------

Téléfilm Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	251 908 479	21 000 000	22 447 122	295 355 601
Total des dépenses budgétaires	251 908 479	21 000 000	22 447 122	295 355 601

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés aux paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i> (budget fédéral de 2021)	Crédit 1b	20 000 000
---	-----------	-------------------

Fonds destinés aux paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	Crédit 1b	2 447 122
--	-----------	------------------

Total des crédits à adopter		22 447 122
------------------------------------	--	-------------------

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère du Patrimoine canadien à Téléfilm Canada pour le Fonds de relance pour les secteurs des arts, de la culture, du patrimoine et du sport	Crédit 1b	16 000 000
---	-----------	-------------------

Transfert du ministère du Patrimoine canadien au Conseil des arts du Canada et à Téléfilm Canada pour le Fonds de réouverture pour les activités et les expériences en personne	Crédit 1b	5 000 000
---	-----------	------------------

Total des transferts		21 000 000
-----------------------------	--	-------------------

Total des dépenses budgétaires		43 447 122
---------------------------------------	--	-------------------

Budget supplémentaire des dépenses (B) 2021-2022

Annexe

Postes devant être inclus dans les annexes proposées au
projet de loi de crédits

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits
(pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU NORD		
1b	– Dépenses de fonctionnement	38 070	
5b	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	2 393 407	2 431 477
	AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC		
1b	– Dépenses de fonctionnement – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	1 943 549	
5b	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	50 934 394	52 877 943
	AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU PACIFIQUE CANADA		
1b	– Dépenses de fonctionnement – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	23 685 762	
5b	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	131 819 368	155 505 130
	AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
1b	– Dépenses de fonctionnement – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	700 238	
5b	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	16 555 000	17 255 238

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE POUR LE NORD DE L'ONTARIO		
1b	– Dépenses de fonctionnement – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	787 218	
5b	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	21 076 585	
			21 863 803
	AGENCE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE POUR LE SUD DE L'ONTARIO		
1b	– Dépenses de fonctionnement	4 814 426	
5b	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	57 504 127	
			62 318 553
	AGENCE PARCS CANADA		
1b	– Dépenses du programme – Dépenses en capital – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, notamment : a) les dépenses afférentes à des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral; b) les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions à l'égard des engagements assumés par ces dernières.		129 409 160
	BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES DU CANADA		
1b	– Dépenses de fonctionnement – Contributions – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les droits d'accès à la collection et les frais de reproduction d'éléments de celle-ci; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		4 634 638
	BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA		
1b	– Dépenses de fonctionnement – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la	13 239 556	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA (<i>suite et fin</i>)		
5b	centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> – Dépenses en capital	81 018 731	94 258 287
	BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ		
1b	– Dépenses du programme, y compris : a) les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues; b) les contributions relatives aux frais engagés par des personnes comparaisant devant des commissions d'enquête; c) le fonctionnement de la résidence du premier ministre. – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la formation en matière d'analyse du renseignement; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		10 787 927
	CENTRE D'ANALYSE DES OPÉRATIONS ET DÉCLARATIONS FINANCIÈRES DU CANADA		
1b	– Dépenses du programme		2 034 643
	CENTRE DE LA SÉCURITÉ DES TÉLÉCOMMUNICATIONS		
1b	– Dépenses du programme – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ses activités, notamment la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		45 893 523
	CHAMBRE DES COMMUNES		
1b	– Dépenses du programme, notamment les paiements liés au fonctionnement des bureaux de circonscription des députés – Contributions – Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités		17 721 742
	COMMISSARIAT AU LOBBYING		
1b	— Dépenses du programme		556 217

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	COMMISSARIATS À L'INFORMATION ET À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE DU CANADA		
1b	– Dépenses du programme – Commissariat à l'information		876 292
	COMMISSION CANADIENNE DU TOURISME		
1b	– Paiements à la Commission		25 000 000
	COMMISSION DES CHAMPS DE BATAILLE NATIONAUX		
1b	– Dépenses du programme		5 228 347
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
1b	– Dépenses de fonctionnement	3 645 484	
5b	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	1 920 000	
			5 565 484
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
1b	– Dépenses de fonctionnement	1 167 747	
5b	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	22 000 000	
			23 167 747
	CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA		
1b	– Dépenses de fonctionnement	9 723 550	
10b	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, y compris la fourniture de biens et de services pour l'observatoire international du Télescope de trente mètres	103 500 000	
			113 223 550
	FONDATION CANADIENNE DES RELATIONS RACIALES		
1b	Paiements à la Fondation pour ses activités, au titre de l'alinéa 5(1)c) de la <i>Loi sur la Fondation canadienne des relations raciales</i>		1
	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
1b	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	1 414 833	
5b	– Dépenses en capital	235 000	
10b	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor – Contributions	76 466 343	
			78 116 176
	INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA		
1b	– Dépenses de fonctionnement	2 766 625	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
5b	INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA (<i>suite et fin</i>) – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	15 000 000	17 766 625
1b	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les ententes de recherche concertée et les services de recherche; b) les activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires; c) l'administration du programme « Agri-stabilité »; d) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	2 158 276	
5b	– Dépenses en capital	26 000	70 603 601
10b	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	68 419 325	
1b	MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL – Dépenses de fonctionnement – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des ententes sur le développement du marché du travail; b) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi; c) tout montant facturé à une société d'État en vertu de l'alinéa 14b) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en lien avec les coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État; d) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> . – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un	4 359 801	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL (<i>suite et fin</i>)		
5b	traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	110 000 000	114 359 801
1b	MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT – Dépenses de fonctionnement – Autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions peuvent avoir besoin et versement à ceux-ci des traitements déterminés par celles-ci – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de la prestation de services, de la vente de produits d'information, de la perception de droits d'accès ou de l'octroi de baux, de licences ou d'autres autorisations, notamment : a) les services de recherche, les services d'analyse et les services scientifiques; b) les relevés hydrologiques; c) les services de réglementation; d) les services de surveillance, notamment les activités de surveillance des sables bitumineux; e) les droits d'accès à des biens immeubles fédéraux ou à des biens réels fédéraux; f) les permis; g) les services relatifs à des biens immeubles fédéraux ou des biens réels fédéraux, notamment l'octroi de baux de surface à des compagnies pétrolières et gazières et l'octroi de licences autorisant le pâturage. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	43 299 537	
5b	– Dépenses en capital – Autorisation de faire des paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations – Autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	1 773 500	130 023 372
10b	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, y compris celles aux pays en développement via le Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens, d'équipement ou de services	84 950 335	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE		
1b	<ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de services de soutien internes à l'Office de la propriété intellectuelle du Canada; b) les activités liées aux recherches sur les communications au Centre de recherches sur les communications; c) les services et la procédure d'insolvabilité, au titre de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i>, au Bureau du surintendant des faillites; d) les activités de Corporations Canada au titre de la <i>Loi canadienne sur les sociétés par actions</i>, de la <i>Loi sur les chambres de commerce</i>, de la <i>Loi canadienne sur les coopératives</i> et de la <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i>; e) les services et la procédure réglementaire au Bureau de la concurrence pour les fusions et toute chose s'y rapportant, y compris les avis préalables à une fusion, les certificats de décision préalable et les avis consultatifs au titre de la <i>Loi sur la concurrence</i>. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	15 857 193	
10b	<ul style="list-style-type: none"> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions 	18 331 345	34 188 538
	MINISTÈRE DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION		
1b	<ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services dans le cadre du programme « Expérience internationale Canada », les recettes perçues au cours de cet exercice qui proviennent de la prestation de ces services – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le</i> 	161 807 300	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION (<i>suite et fin</i>)		
	<i>Parlement du Canada</i>		
5b	– Dépenses en capital	2 103 044	
10b	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, y compris la fourniture de biens et de services	170 226 858	
			334 137 202
	MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE		
1b	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 46 061 550 858 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué tout paiement afférent à l'un ou l'autre de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 23 337 696 148 \$ deviendra payable dans les années à venir) – Autorisation de faire des dépenses ou des avances recouvrables, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, à l'égard du matériel fourni à des particuliers, des sociétés, des organismes extérieurs, d'autres ministères ou organismes fédéraux et d'autres administrations, ou des services rendus en leur nom – Paiements effectués dans le cadre : a) de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada; b) de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagés pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor. – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	577 991 293	
5b	– Dépenses en capital	2 462 813	
10b	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice et contributions, y compris : a) les montants versés à un bénéficiaire ou ce qui en tient lieu, notamment pour : (i) la fourniture de biens ou de services, (ii) l'utilisation d'installations; b) les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , pour : (i) l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, (ii) la fourniture de services aux fins de défense, (iii) l'acquisition ou le transfert de fournitures ou d'installations aux fins de défense.	63 900 000	
			644 354 106

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
1b	<p style="text-align: center;">MINISTÈRE DE LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN</p> <p>– Dépenses de fonctionnement</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>		1
1b	<p style="text-align: center;">MINISTÈRE DE LA SANTÉ</p> <p>– Dépenses de fonctionnement</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <p>a) la prestation de services – ou la vente de produits – se rattachant à la santé, au bien-être et aux activités de réglementation;</p> <p>b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>	83 400 181	
10b	<p>– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice</p> <p>– Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services</p>	96 517 786	179 917 967
1b	<p style="text-align: center;">MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE LA PROTECTION CIVILE</p> <p>– Dépenses de fonctionnement</p> <p>– Dépenses en capital</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de</p>	5 202 450	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<p>MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE LA PROTECTION CIVILE <i>(suite et fin)</i></p> <p>soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>		
5b	<p>– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice</p> <p>– Contributions</p>	98 200 000	
	<p>MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT</p>		103 402 450
1b	<p>– Dépenses de fonctionnement, y compris celles liées à la nomination de représentants du Canada à l'étranger, à leur personnel et aux Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux</p> <p>– Autorisation de faire des avances recouvrables à des organismes internationaux jusqu'à concurrence de la valeur des actions détenues au sein de ces organismes</p> <p>– Dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale</p> <p>– Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour aider des citoyens et résidents canadiens qui se trouvent en difficulté à l'étranger, y compris leurs personnes à charge, et pour rapatrier ces personnes</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <p>a) les foires commerciales et éducatives;</p> <p>b) les publications ministérielles;</p> <p>c) la prestation des services suivants :</p> <p>(i) la formation offerte par l'Institut canadien du service extérieur,</p> <p>(ii) les missions commerciales et autres services de développement du commerce international,</p> <p>(iii) les services de développement des investissements,</p> <p>(iv) les services de télécommunication internationale,</p> <p>(v) les autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, organismes, sociétés d'État et autres organisations non fédérales,</p> <p>(vi) les services consulaires spécialisés.</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>	2 483 049	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT <i>(suite et fin)</i>		
10b	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, y compris les paiements à d'autres fins précisées et la fourniture de biens et de services pour : a) la promotion du commerce et de l'investissement; b) l'aide humanitaire internationale et l'aide fournie en lien avec la sécurité internationale, le développement international et la paix mondiale.	681 000 000	
L25b	– Achat d'actions d'institutions financières internationales pour l'exercice 2021-2022 pour une somme d'au plus 113 260 814 \$ US — estimée à 147 602 231 \$ CAN —, effectué en conformité avec le paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> et grâce à l'aide financière fournie par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances	1	
			683 483 050
	MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS		
1b	– Dépenses de fonctionnement – Dépenses afférentes à l'entretien des biens immeubles ou biens réels, y compris celles relatives à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible au bien ainsi que le paiement des taxes, assurances et services publics – Sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, les dépenses afférentes : a) aux travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. (1970), ch. V-4), afin de corriger des défauts dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables; b) à tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder le droit ou l'intérêt que le directeur possède à l'égard de ces propriétés. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	14 216 193	
5b	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor – Contributions	5 000 000	
			19 216 193
	MINISTÈRE DES FEMMES ET DE L'ÉGALITÉ DES GENRES		
5b	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions		1 592 064
	MINISTÈRE DES FINANCES		
1b	– Dépenses du programme – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	14 710 172	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
L25b	<p style="text-align: center;">MINISTÈRE DES FINANCES (<i>suite et fin</i>)</p> <ul style="list-style-type: none"> – Contributions – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> – Aide financière fournie par le ministre des Finances à l'Association internationale de développement par l'octroi de prêts qui, conformément au paragraphe 8(2) de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>, ne peut excéder 287 710 000 \$ US pour l'exercice 2021-2022, laquelle vient s'ajouter au montant d'aide financière qui ne peut être excédé au titre du crédit 5 de la <i>Loi de crédits no 1 pour 2021-2022</i> (ministère des Finances) 	1	14 710 173
1b	<p style="text-align: center;">MINISTÈRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS</p> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches – Autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches – Autorisation de faire des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés – Autorisation de faire des avances recouvrables pour des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis à des particuliers, à des organismes indépendants et à d'autres gouvernements en lien avec l'exercice de sa compétence en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et à la navigation maritime – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a) les activités de la Garde côtière canadienne; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	99 129 718	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS <i>(suite et fin)</i>		
5b	– Dépenses en capital – Autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités et à des autorités locales ou privées à titre de contributions à des travaux de construction entrepris par ces administrations ou autorités	5 057 500	
10b	– Autorisation d'acheter des bateaux de pêche commerciale et d'en disposer – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	102 873 528	
			207 060 746
	MINISTÈRE DES RELATIONS COURONNE-AUTOCHTONES ET DES AFFAIRES DU NORD		
1b	– Dépenses de fonctionnement – Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel – Autorisation d'effectuer des dépenses — recouvrables ou non — relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci – Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel – Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	225 576 139	
10b	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	785 122 985	
			1 010 699 124
	MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES		
1b	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la vente de produits d'information et de produits forestiers; b) la délivrance de licences, de permis et de certificats en vertu de la <i>Loi sur les explosifs</i> et du <i>Règlement de 2013 sur les explosifs</i> ; c) la formation et les attestations de formation liées à la loi et au règlement visés à l'alinéa b);	30 074 019	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES (<i>suite et fin</i>)		
	d) la perception, dans le cadre des activités du ministère, de frais pour des services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration et pour l'accès à des travaux de recherche;		
	e) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .		
	– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
5b	– Dépenses en capital	10 938 534	
10b	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	28 493 653	
	– Contributions		69 506 206
	MINISTÈRE DES SERVICES AUX AUTOCHTONES		
1b	– Dépenses de fonctionnement	336 848 403	
	– Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel		
	– Autorisation d'effectuer des dépenses — recouvrables ou non — relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci		
	– Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel		
	– Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement		
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé et aux services médicaux;		
	b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
	– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
5b	– Dépenses en capital	40 000	
	– Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DES SERVICES AUX AUTOCHTONES (<i>suite et fin</i>)		
	gestion, le contrôle et la propriété peuvent être transférés :		
	a) soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil;		
	b) soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre des Services aux Autochtones.		
	– Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral		
	– Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes		
10b	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	1 734 582 743	
	– Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services		
			2 071 471 146
	MINISTÈRE DU PATRIMOINE CANADIEN		
1b	– Dépenses de fonctionnement	17 332 562	
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) les activités de l'Institut canadien de conservation, du Réseau canadien d'information sur le patrimoine et du Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens;		
	b) les activités afférentes au programme « Expérience de la capitale »;		
	c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
	– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
5b	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	160 150 040	
	– Contributions		
			177 482 602
	MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE		
1b	– Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		11 812 000
	MUSÉE CANADIEN DE L'IMMIGRATION DU QUAI 21		
1b	– Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		1 435 000
	MUSÉE CANADIEN DE LA NATURE		
1b	– Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		8 000 000

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MUSÉE CANADIEN DES DROITS DE LA PERSONNE		
1b	– Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		3 900 000
	MUSÉE DES BEAUX-ARTS DU CANADA		
1b	– Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		6 200 000
	MUSÉE NATIONAL DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE		
1b	– Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		14 603 000
	OFFICE DES TRANSPORTS DU CANADA		
1b	– Dépenses du programme		3 522 137
	OFFICE NATIONAL DU FILM		
1b	– Dépenses du programme		5 087 000
	RÉGIE CANADIENNE DE L'ÉNERGIE		
1b	– Dépenses du programme		1
	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	– Contributions		
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
	SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR		
1b	– Dépenses du programme	12 031 710	
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de ses autres activités		
	– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
10b	Initiatives pangouvernementales	82 437 110	
	– Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice, pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives entreprises dans l'administration publique fédérale en matière de gestion stratégique		
15b	Rajustements à la rémunération	1 499 034 014	
	– Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice qui peut nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, notamment la Gendarmerie royale du		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<p style="text-align: center;">SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR (<i>suite et fin</i>)</p> <p>Canada, des membres des Forces canadiennes, des personnes nommées par le gouverneur en conseil et des employés des <i>sociétés d'État</i>, au sens du paragraphe 83(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i></p>		1 593 502 834
1b	<p style="text-align: center;">SERVICE ADMINISTRATIF DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES</p> <p>– Dépenses du programme</p>		1 812 625
1b	<p style="text-align: center;">SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA</p> <p>– Dépenses de fonctionnement</p> <p>– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice</p> <p>– Contributions</p> <p>– Autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'exercice, des activités des détenus financées par cette caisse</p> <p>– Autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de verser les recettes, au cours de l'exercice, à la Caisse de bienfaisance des détenus</p> <p>– Paiements, selon les conditions fixées par le gouverneur en conseil :</p> <p>a) aux détenus libérés aux prises avec une incapacité physique résultant de leur participation aux activités normales dans des établissements fédéraux ou pour le compte de tels détenus;</p> <p>b) aux personnes à charge de détenus – libérés ou non – décédés à la suite de leur participation à de telles activités.</p> <p>– Autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de toute province en vue, selon le cas :</p> <p>a) de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de personnes condamnées ou transférées dans un pénitencier;</p> <p>b) de l'indemnisation afférente à l'entretien de ces personnes;</p> <p>c) du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements.</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi</p>		217 000 711
1b	<p style="text-align: center;">SERVICES PARTAGÉS CANADA</p> <p>– Dépenses de fonctionnement</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services de technologie de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i>, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de ces services</p>	20 330 329	
5b	<p>– Dépenses en capital</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses en capital engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de technologie de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i></p>	23 224 702	
			43 555 031

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
1b	<p style="text-align: center;">SOCIÉTÉ CANADIENNE D’HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT</p> <p>– Paiements à la Société visant à la rembourser pour les remises accordées par elle sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées, les dépenses contractées, les pertes subies et les frais et débours engagés, selon le cas :</p> <p>a) au titre de la <i>Loi nationale sur l’habitation</i>;</p> <p>b) dans le cadre des attributions qui lui sont conférées par toute autre loi fédérale et qu’elle exerce en conformité avec la <i>Loi sur la Société canadienne d’hypothèques et de logement</i>.</p>		43 620 000
1b	<p style="text-align: center;">SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS</p> <p>– Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement</p>		20 700 000
1b	<p style="text-align: center;">TÉLÉFILM CANADA</p> <p>– Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i></p>		22 447 122
			8 749 898 306